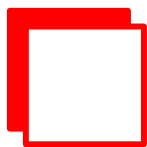


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°200 - 1,50 € - Décembre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Pour qu'ils se taisent et laissent la place

C'est à se taper la tête contre les murs. Les prescripteurs des saignées et purges qui nous sont administrées depuis des décennies, s'intronisent médecins attirés du Royaume et s'autorisent à continuer de sévir, malgré l'échec cuisant de leurs thérapies. Ils prétendent même être capables de peaufiner leur savante pharmacopée.

Le comble est que presque aucun perroquet journalistique des médias dominants ne s'aventure à remettre ces Diafoirus de l'économie à leur place. Il serait pourtant si simple de citer un certain Nicolas S. qui défendait en 2007 le modèle bancaire anglo-saxon qui devait permettre à "tous" de devenir propriétaires en adossant les prêts contractés sur la valeur hypothécaire du bien, lequel ne pouvait que croître tant l'envolée des prix immobiliers semblait être un processus irréversible. Le candidat président stigmatisait alors les banquiers français, frileux et exigeants trop de garanties de la part de leurs emprunteurs. Bref, en 2007, plus "subprimes" que Sarko ... tu t'appelais Georges Bush.

Depuis ces temps lointains, l'amnésie médiatique a eu tout le loisir de faire son oeuvre. Le mari de la chanteuse a eu le temps de changer de costume. Il va nous tirer du guêpier dans lequel lui et tous ses prédécesseurs, maîtres à penser, amis économiques et politiques nous ont fourrés. Aujourd'hui on renfloue et on rase gratis les copains du sérail, mais on finit de tondre soigneusement et méthodiquement le peuple, bien au ras du cuir. Intérêts de classe obligent.

Nos dirigeants se sont montrés d'une incompetence crasse à analyser les signes annonciateurs du désastre actuel. Certes, il eût fallu qu'ils se livrent à une auto-critique, dont le moins que l'on puisse dire est que cela ne constitue pas un domaine d'excellence et de prédilection pour ces champions du "rien de ce que nous préconisons ne marche et surtout continuons".

C'est la mise en oeuvre de "la politique" de ces élites "brillantes", cornaquées par la finance trans et multi-nationale qui est la cause de la crise majeure que nous vivons. Le peuple, pendant ces dernières décennies, endormi par la tisane idéologique frelatée des défenseurs du capitalisme indépassable a pensé bon de courber l'échine pour cette ligne droite qui nous a conduit droit dans le mur.

L'heure est sans doute proche pour les classes populaires de «descendre dans les plaines» et de démolir l'ensemble des remparts branlants de cette mythologie aliénante. Dans la perspective de l'avènement de ce projet, il devient évident qu'«ils devront tous partir» et laisser la place nette.

«Ça va tarter!». Le temps est certainement venu pour nous de «solder les comptes» et d'enfin faire changer de camp, la crainte et l'anxiété.



Autriche : L'ombre portée de Jörg Haider.

Le papier de Paul Pasteur, inséré dans l'édition de novembre d'ACC (n° 199), appelle l'une ou l'autre observations de ma part, auxquelles j'ajouterai une poignée d'informations complémentaires.

Dans son article, Paul Pasteur induit que les Verts n'auraient pas mêlé leurs voix à l'hommage que la classe politique a rendu au «*délinquant xénophobe*». Si aucun(-e) écologiste n'a apparemment participé aux funérailles de Jörg Haider, le samedi 18 octobre à Klagenfurt, certaines personnalités des Grünen exprimèrent leur émotion et présentèrent très formellement leurs sincères condoléances à la famille du défunt. Eva Glawischnig-Piesczek, leur porte-parole nationale, appréhende, à l'instar de très nombreux(-ses) compatriotes, l'ex-gouverneur de Carinthie comme «*une des figures politiques les plus marquantes de ces dernières décennies*», tout en insistant sur la «*polarisation décisive*» que provoquaient les prises de position du bretteur éternellement bronzé aux ultraviolets. Le député Alexander von der Bellen a même salué «*le politicien exceptionnel, très doué pour enthousiasmer les gens et les gagner à ces thèses*». Rudolf Anschober, membre du gouvernement régional de Haute-Autriche, s'est également déclaré «*touché par cette mort tragique qui nous montre une fois encore combien l'existence ne tient qu'à un fil de soie*». Nonobstant les divergences fondamentales, la piété, le respect dû aux disparu(-e)s semblent fortement ancrés dans les mœurs. De la pure «*technique culturelle*», estime l'écrivain Robert Menasse: «*l'homme réel est remplacé par une légende qui permet d'occulter ses actes*»⁽¹⁾.

Pedigree édifiant

Aucunement lié par un quelconque impératif de bienséance, j'aborderai brièvement des aspects assez symptomatiques de la biographie du tribun. Les plus ancien(-ne)s des lecteur(-trice)s se souviennent sans doute que j'avais évoqué assez régulièrement dans ma rubrique «*Actualités d'ailleurs et d'ici*» les turbulences sur la scène politique autrichienne⁽²⁾. Dans mes chroniques, j'avais aussi décrypté les raisons présidant aux succès électoraux du FPÖ, sous l'égide de Jörg Haider, lequel en avait saisi les rênes, le 13 septembre 1986, lors du Congrès d'Innsbruck. Le natif de Bad Goisern n'avait jamais irrité ses parents à cause de son discours idéologique. Robert, son paternel, avait milité au sein de la Légion autrichienne et du NSDAP, prohibé avant l'Anschluss du 12 mars 1938; sa maman, Dorothea Rupp, dirigeait l'Union des jeunes filles allemandes, la branche féminine des

Jeunesses hitlériennes. Le 30 septembre 1995, lors de la rencontre annuelle de vétérans de la Wehrmacht, d'anciens SS et de néo-fascistes à Krumpendorf sur l'Ulrichsberg, montagne surplombant le lac de Wörth, leur rejeton s'était réjoui que «*subsistent encore quelques hommes corrects, fidèles à leurs convictions...*», ajoutant, «*nous sommes supérieurs aux autres sur le plan spirituel*». La vidéo amateur de cette allocution, diffusée, le 14 décembre 1995, sur l'ARD, la première chaîne d'outre-Rhin, puis, le 19, sur ORF 2, provoqua certes un tollé, mais n'entraîna aucune procédure judiciaire (pour «*relance d'activité nationale-socialiste*») et ne freina guère l'ascension de l'escaladeur émérite. Celui-ci avait hérité en avril 1986 du «*Bärental*», un immense domaine de 1565 hectares s'étendant sur sept kilomètres, sis sur le ban communal de Feistritz im Rosental, au pied des Karawanken. Josef Webhofer, le père de son grand-oncle Wilhelm, l'avait acquis en ne versant que le cinquantième de son prix à Mathilde Roifer, une dame juive, contrainte de céder son bien en application des «*lois raciales*» de Nuremberg du 15 septembre 1935. Un véritable paradis, tant naturel que fiscal, (patrimoine évalué autour de 15 millions d'euros !) pour le jet-setter, lequel avait rompu le précat de la «*préférence nationale*» en y employant des forestiers bosniaques qu'il sous-payait honteusement.

«Opportuniste très flexible»

Pour Stefan Petzner (27 ans), le fondateur du Bündnis Zukunft Österreich⁽³⁾ n'était pas seulement son mentor. «*Lui et moi, nous entretenions une relation qui dépassait largement le stade de l'amitié. Quelque chose de vraiment spécial nous connectait. Il était l'homme de ma vie*». L'aveu, hoqueté entre deux sanglots, a réaccentué les supputations de longue date quant aux penchants intimes de Jörg Haider. Le 3 décembre 2007, l'hebdomadaire *Profil* avait publié des photos du quinquagénaire en compagnie de jeunes mecs aux cheveux ultra-courts dans le club «*Tollhaus*» («*maison de fous*») à Spittal an der Drau, à l'occasion d'une de ces soirées à «*99 cents*» (prix plafond des boissons) durant lesquelles les participant(-e)s se saoulaient parfois jusqu'au coma éthylique. Vices privés, vertus publiques ? Voire... Car cet «*opportuniste très flexible qui oscille entre Adolf Hitler et James Dean*»⁽⁴⁾ ne reculait devant aucune

provocation, faisant fi des rumeurs et des insinuations, tout en refusant de «*s'outen*». L'époux de Claudia Hoffmann et père d'Ulrike (31 ans) et Cornelia (28 ans) jouait à loisir de l'ambivalence comme de la dualité attirance/répulsion. L'Initiative Homosexuelle de Vienne fustige «*l'hypocrisie et la bigoterie*», déniait toute «*solidarité*» à quelqu'un qui, le 27 novembre 1996, avait voté contre la suppression des paragraphes 209, 220 et 221 du Code pénal, très discriminatoires à l'encontre des lesbiennes et gays. «*Il faut que ses électeurs qui se montent le bourrichon dans les fêtes de la bière et les Stammtische apprennent la vérité*» sur ce Janus qui avait surfé avec une certaine réussite dans le labyrinthe de ses contradictions. Mais, alors qu'il n'avait jamais cessé de vociférer contre les minorités, il laissa à ses lieutenants le soin de railler les homosexuel(-le)s. Le vendredi 10 octobre dernier, il s'était rendu dans la discothèque «*Le Cabaret*» à Velden pour la présentation du nouveau magazine boulevardier *Blitzlicht Revue*, sans y consommer d'alcool. Puis direction le «*Stadtkrämer*», un célèbre bar gay de Klagenfurt où il aurait partagé avec un «*inconnu*» une bouteille de vodka Puschkin, mélangée à du Red Bull. Le samedi 11 octobre à 1H18, le fan de grosses cylindrées s'est crashé au volant de sa Volkswagen Phaeton de fonction à Lambichl sur la route menant au col de Loibl. Sa dépouille n'a été incinérée que ...trente jours après l'accident fatal.

René HAMM

Le 28 novembre 2008

(1) *Der Spiegel* du 20 octobre 2008.

(2) Par exemple ACC d'août et novembre 1995, de décembre 1995 - janvier 1996, novembre 1996, mars-avril 1999, mai 1999.

(3) L'Alliance pour le futur de l'Autriche, créée le 4 avril 2005, a obtenu 10,7% des suffrages (21 élus) lors des législatives du 28 septembre 2008.

La carrière de Stefan Petzner paraît bien compromise. Il a perdu, dès le 15 octobre, le leadership de la formation, au profit de Herbert Scheibner,

comme de la fraction parlementaire, dirigée par Josef Buchner, qui préconise une ligne dure.

(4) Tom Schimmeck dans *Die Woche* du 11 octobre 1996.

Crise et chaos destructeur dans les pays du Sud

En apparence l'on aurait pu estimer que, repues pendant plus de 20 ans de leurs orgies spéculatives, les oligarchies financières mondiales parviendraient à prendre la mesure de leur irrationalité. Rien n'est moins sûr, tout au contraire. Aux abois, leurs espérances de fripons reposent d'une part sur leur certitude de pouvoir détourner les regards vers ceux d'entre eux qui auraient perverti et fait dérailler le sacro-saint marché. Sans vergogne, pour le remettre sur ses rails, sous prétexte de nous sauver nous-mêmes, ils font la manche pour renflouer leurs pertes et relancer la consommation et la production capitalistes. Leurs obligés, les Gouvernements aux ordres, s'agitent pour rassurer les marchés irrationnels, sponsoriser les spéculateurs et banquiers et relancer le productivisme à bout de souffle de l'industrie automobile... dans une belle cacophonie car les intérêts des uns ne sont pas ceux des autres.

L'on commence à s'apercevoir, dans nos pays du Nord de classes moyennes fragilisées, de salariés précarisés, de montée des surnuméraires, sans papiers, sans travail, sans logis, qu'ils sont prêts à nous faire les poches. En effet les regards, malgré les démentis rassurants, se portent sur les dettes abyssales que les Etats contractent pour faire payer la crise à leurs manants. Mais l'on ne perçoit pas encore malgré quelques faits inquiétants comme les récentes émeutes de la faim dans les pays du Sud, les cris des damnés du Sud qui, compte tenu de la situation dramatique qui est la leur, risquent par leurs clameurs de provoquer notre effroi.

Car eux, ces damnés de la mondialisation, vivent dans «*le pire des mondes possibles*»¹. Ce livre, comme ceux de Amy Chua² et de Jean Ziegler³, nous font entrevoir que cette crise les affectera dans leurs chairs déjà meurtries. Des éruptions d'une violence inouïe sont prévisibles sans que l'on puisse (pré)dire ce qui sortira de ce chaos. On voudrait ici les évoquer afin, d'une part, de rompre avec une vision trop occidentale de la crise et faire saisir, d'autre part, l'urgence de la construction d'une solidarité internationaliste avec les damnés de la terre qui s'inviteront à la table de l'Histoire avec «*le couteau entre les dents*» ce qui ne manquera pas de choquer ceux qui, habitués aux ingérence humanitaires, s'indigneront de les voir surgir dans leurs tripots financiers où il est de coutume d'être affables, guindés et pleins de compassion pour ceux qui n'y sont pas invités.

La misère : terreau de révolte dans les pays du Sud

Il y a des réalités largement connues qu'il est utile de rappeler: 854 millions de personnes sont sous-alimentées et toutes les 5 secondes, un enfant de moins de 10 ans meurt de faim. 1,7 milliard d'êtres humains n'ont pas accès aux soins sanitaires primaires. Plus sordide: 70% des médicaments vendus en Afrique occidentale ne sont que des contrefaçons⁴ et 39,5 millions de personnes sont infectées par le virus du sida. Durant le 1^{er} trimestre 2008, des émeutes de la faim ont éclaté dans 37 pays du Sud, de l'Egypte aux Philippines, du Bangladesh à Haïti; ils font partie des 2,2 milliards de cette «*sous humanité*» qui vivent dans la «*pauvreté absolue*». L'hécatombe est terrible: «*Les épidémies, la faim, l'eau polluée, les guerres civiles dues à la misère détruisent chaque année presque autant d'êtres humains que la seconde guerre mondiale en 6 ans*».

Cette situation n'est pas l'effet de quelque hasard malencontreux: la dette extérieure cumulée des 122 pays dits en voie de (sous)développement victimes à la fois de leurs dirigeants kleptocrates et de la politique impériale se monte à 2 100 milliards de dollars au 31 décembre 2007. Pour la rembourser, le FMI et la Banque mondiale leur imposent, par les plans d'ajustement structurel, des mesures draconiennes qui privilégient l'agriculture d'exportation au détriment des cultures vivrières afin de s'assurer des devises étrangères. Avec l'OMC, elles prescrivent l'abandon de tarifs douaniers pour assurer l'entrée intempestive de marchandises occidentales et la destruction des services publics à leur goût trop coûteux pour un Etat endetté. La flambée des prix mondiaux des aliments de base, alors même que ces pays doivent importer désormais leur nourriture (70% pour le Mali), est encore accentuée par la spéculation responsable de 60% de cette hausse. Huit sociétés occidentales contrôlent l'essentiel du marché mondial des biens alimentaires⁵ et c'est à Chicago, à la Bourse des matières agricoles du monde, que sévissent ces goulus hedge funds. Le volume de transactions lucratives a explosé. En 2000, elles représentaient 10 milliards de dollars, en mai 2008, 175 milliards. «*Ils boivent le sang des vivants dans le crâne des morts*» et empêchent ceux qui survivent de s'alimenter: alors que le dumping agricole est interdit, l'OMC ne trouve rien à redire lorsque Bush verse à 6 000 planteurs américains de coton 5 milliards de dollars, ce qui leur permet de le négocier de 30 à 40 % moins cher que le coton africain⁶. Pire, sous prétexte de lutte contre la détérioration climatique qu'elles provoquent, nombre de transnationales convertissent massivement les aliments

de base en agrocarburants. Aux USA, en 2007, ce sont des centaines de millions de tonnes de blé et 138 millions de tonnes de maïs qui ont été brûlées. Absurde et criminel: pour remplir le réservoir d'une voiture moyenne, il faut brûler 358 kilos de maïs, soit la consommation, pour une année entière, d'alimentation d'un enfant du Mexique ou de Zambie. Ce sont les mêmes qui, transformés en docteurs de l'ingérence humanitaire et curés des Droits de l'Homme, s'apitoient sur les 2,2 milliards de personnes, soit le 1/3 de l'humanité qui souffre d'invalidités graves et de sous alimentation.

Les veines des vivants qui se tarissent ne leur suffisent pas, les richesses minières de ces pays doivent être pillées en toute impunité pour les prédateurs. Le Nigeria, pour prendre un exemple démonstratif, est la proie de Shell, BP, Total, Exxon, Texaco. L'or noir abonde et 70% de la population vit dans une misère noire. De même, le Congo est l'enjeu d'une guerre sourde entre multinationales minières qui arment, instrumentalisent de nouveaux seigneurs de guerre pour mettre la main sur des matières rares (cuivre, cobalt, diamants, or, coltan, méthane). Derrière de prétendues guerres ethniques, il y a les mains cupides de dirigeants de sociétés notamment canadiennes⁷.

La guerre contre les gueux

En terme de statistiques, cette réalité bien qu'occultée par les médias, peut à la rigueur susciter bien des engagements charitables, voire solidaires, comme les élans en faveur du commerce équitable. Mais elle en cache une autre plus inquiétante pour les dominants, plus dure à admettre pour tous les bénévoles de bonne volonté.

Les gueux, les humiliés ne sont pas des êtres isolés, ils grouillent, ils se concentrent, ils ressassent leur ressentiment et leur haine et la déferlante de leur colère risque d'être irrépressible d'autant que le mépris, le racisme dont ils sont les victimes, malgré la sagesse ancestrale de certaines de leurs traditions, ne les conduit pas à la modération. Ils savent que les oligarques qui les maintiennent dans la peur, voire dans la terreur, bradent leur pays. D'ailleurs nombre d'entre eux habitent Londres, New York, Paris ou Genève, ou comme les dictateurs africains chers à Sarkozy, sont les heureux propriétaires de demeures luxueuses à Paris ou sur la Côte d'Azur⁸. Ainsi, en Inde, le Gouvernement d'Andra Pradesh a concédé des privilèges exorbitants aux seigneurs mondiaux de l'électronique et de la banque. Après avoir chassé les miséreux, des terrains gratuits, des franchises fiscales pendant 10 ans, l'absence de taxe sur le matériel importé, l'exemption de

tout impôt sur le revenu des salariés étrangers, la fourniture d'électricité à un tarif proche de zéro, l'inspection du travail pratiquement inexistante dans les usines à sueur, sont autant de cadeaux insupportables. La richesse extrême côtoie l'extrême pauvreté. Et les grandes métropoles du Sud se transforment en volcans dont on craint les éruptions à venir...

Depuis 1980, à l'échelle planétaire, la main d'œuvre urbaine a plus que doublé. Elle est désormais supérieure à ce qu'était la population rurale totale, l'année où Kennedy prit ses fonctions. Ces 3,2 milliards d'hommes se concentrent dans des villes et mégapoles gigantesques de plus de 8 millions d'habitants et l'on en est à dénombrer les hypervilles de plus de 20 millions : Shanghai (27) – Bombay (33) – Karachi (26,5) – Mexico (22,1). Elles sont entourées de **bidonvilles dantesques**. Il en existe plus de 200 000 dans le monde. Il y a d'un côté, des pays émergents ceux qui résultent d'une industrialisation à marche forcée, et de l'autre, ceux qui sont le produit de la désertification des campagnes; les deux peuvent se combiner ou s'exclure. Ainsi, les bidonvilles indiens continuent leur expansion 2,5 fois plus vite que l'ensemble de la population. A Mexico, sur 348 km² s'entassent 6,6 millions de personnes. A Calcutta, des pièces de 45 m² sont partagées par 13,4 personnes en moyenne. A Bombay, des immeubles surpeuplés loués par des propriétaires à mentalité mafieuse permettent d'entasser dans 15 m² des familles de 6 personnes. La réalité dépasse toute la fiction de Dickens, **les cours des miracles abondent**. A Lagos, en Afrique, la population est passée de 300 000 habitants en 1950 à 13,5 millions aujourd'hui. Quant au Kenya où les clans au pouvoir ont instrumentalisé les rivalités ethniques dernièrement, la situation est encore plus ahurissante : entre 1989 et 1999, 85% de la croissance démographique a été absorbée par les bidonvilles fétides et surpeuplés de Nairobi et de Monbassa. Mais, rapportée à la population totale, celle qui vit dans des bidonvilles est encore plus surprenante. En Inde, c'est 55,5%, soit 158,4 millions ; en Chine 37,8%, au Nigeria, 79,2 %, au Bangladesh 84%, au Pérou 68%, en Tanzanie 92%, en Ethiopie 99,4% (!)

La mémoire des parias de la mondialisation risque d'être une **force historique puissante** lorsqu'elle sera mobilisée, car, pour eux, l'avenir à un long passé d'humiliation et de mépris occidentaux, mélange d'arrogance et de racisme insoutenables. Quand Sarko dit en juillet 2008 à Dakar que « *jamais l'Homme africain ne s'élance vers l'avenir ; jamais ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition*

pour s'inventer un destin», lorsqu'il affirme « *Jeunes d'Afrique, vous êtes les héritiers de tout ce que l'Occident a déposé dans le cœur dans l'âme de l'Afrique* », et bien, face à cette contenance présidentielle pleine de morgue, les Africains ne peuvent contenir leurs réminiscences puissantes de haine et de colère. Ils se rappellent les « bienfaits » déposés : la traite négrière, le colon, le légionnaire, les gardes chiourmes des plantations, les massacres de masse et les kleptocrates qui, aujourd'hui, les gouvernent au nom de la civilisation capitaliste. Ils se rappellent Lumumba assassiné et pourraient reprendre à leur compte ces mots d'Amilcar Cabral⁹ « *Les agresseurs colonialistes ne comprennent qu'un seul langage, celui de la force, ne mesurent qu'une seule réalité, le nombre de leurs cadavres* ».

La dangerosité de ces innombrables prolétaires et sous prolétaires est loin d'être négligée par les stratèges militaires au service des puissants de ce monde. Pour faire la guerre aux gueux, ils fourbissent leurs armes, concoctent leurs plans. Ils savent qu'il faut être prêts car la population des bidonvilles croît actuellement au rythme étourdissant de 25 millions de nouveaux résidents par an (ONU/habitat). Ils ont analysé la débâcle de Mogadiscio de 1993, les Army Rangers, ces troupes d'élite, face aux milices des bidonvilles eurent 60 % de pertes. Le Pentagone réfléchit aux MOUT (opérations militaires en milieu urbain), à des combats durables dans les ruelles et les labyrinthes des bidonvilles. La revue Army War College se prépare à la guerre du

particulièrement se méfier des « *enfants des bidonvilles, arme secrète des forces anti-Etat* ».

<>>

L'ordre et la sécurité du monde civilisé où les rentiers croient sincèrement pouvoir en toute impunité crocheter les caisses de l'Etat et gruger des contribuables impassibles au Nord et des sujets soumis au Sud sont menacés. Certes, les partis gouvernementaux au Nord continueront de s'agenouiller benoîtement devant les fastes du pouvoir et de l'argent, mais ils devront de plus en plus faire preuve de ruse et de rudesse pour maintenir la stabilité des rapports sociaux antagoniques au Sud comme au Nord. Mais ce qui est moins sûr, compte tenu du chaos destructeur en marche et des formes de haines et de révoltes qu'il engendrera au Sud, c'est la possibilité d'organiser la solidarité internationaliste entre les combats plus ou moins rationnels au Nord et les fureurs, les rages des dépossédés du Sud. De récents événements l'ont montré, du Liban en passant par la Palestine, d'Evo Morales l'indien à Chavez, les cultures, les figures de là-bas, sont inquiétantes, et les médias ne manqueront pas de les diaboliser pour éviter toute jonction avec ces « *sauvages* ». Raison de plus pour, dans la crise actuelle, faire preuve de clairvoyance pour que tous les gueux du monde...

Gérard Deneux

1) "Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global" Mike Davis (la Découverte).

2) "Le monde en feu. Violences sociales et mondialisation" Amy Chua (Seuil).

3) "La haine de l'Occident" Jean Ziegler (Albin Michel).

4) Lire à ce sujet l'excellent roman "La constance du jardinier" de John Le Carré.

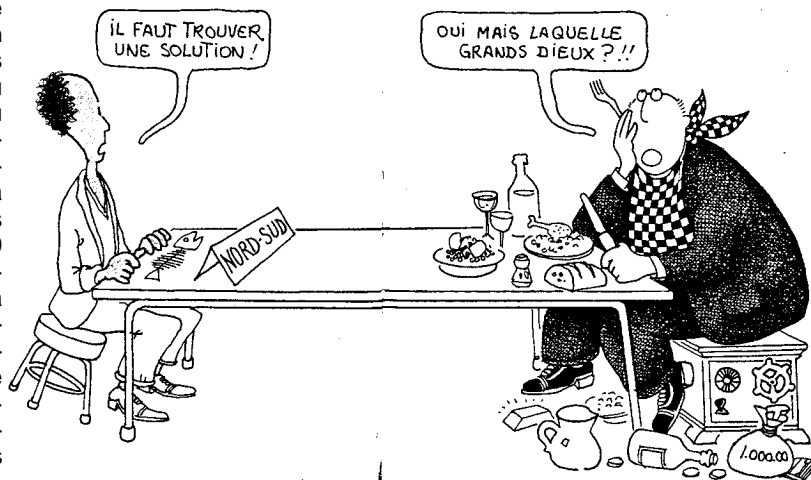
5) Cargill est la plus puissante. En 2007, elle contrôlait 26 % du marché céréalier mondial et réalisait un profit de 107 milliards sur le 1er trimestre 2008, soit une augmentation de 86 % par rapport au même semestre de l'année précédente.

6) En 2007, les subventions mondiales des pays du Nord à leurs agricultures ont atteint 370 milliards de dollars.

7) Lire les articles sur la pouidière du Kivu du Monde Diplomatique de décembre 2008.

8) Le Monde du 3.12.2008.

9) Dirigeant du parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert assassiné le 23 février 1973 à Conakry par des tueurs dépêchés par le général portugais Antonio Spínola.



futur: « *Elle se jouera dans les rues, dans les égouts, dans les gratte-ciel et dans les zones de logement tentaculaires et anarchiques qui constituent les villes cassées de la planète... le vrai drame est à venir* ». Et la Rand Corporation d'ajouter: « *les insurgés créeront des zones libérées dans les bidonvilles* ». Déjà l'un de leurs chercheurs décrivant dans les années 90 les futurs ennemis des USA en Amérique latine prévenait ses maîtres: leurs ennemis seront « *des acteurs anti-Etat, des anarchistes psychopathes, des opportunistes cyniques, des fous, des révolutionnaires, des dirigeants syndicaux et face à la poussé démographique, il faut tout*

Sur la crise (2) : A la croisée des chemins

Au fur et à mesure où les semaines passent, on mesure mieux l'ampleur et la profondeur de la crise dans laquelle le capitalisme est en train de s'enfoncer. Tous les indicateurs économiques (évolution du PIB, prévisions de croissance pour les trimestres à venir, chiffres du chômage, etc.) sont en train de passer au rouge, tandis que les annonces de mesures de chômage technique et de plans de licenciement collectif se multiplient. Il est désormais certain que nous sommes entrés dans une phase de récession voire de dépression économique, dont personne ne peut prédire ni la durée ni les effets.

En fait, la première aussi bien que les seconds déprendront essentiellement des politiques qui seront engagées pour en sortir, lesquelles seront elles-mêmes fonction des rapports entre forces sociales et politiques et de leur évolution au fur et à mesure où la crise va se développer. Différents scénarios ou stratégies s'affirment ou se dessinent d'ores et déjà à cet égard, qu'il faut s'efforcer de distinguer et de caractériser, notamment sous l'angle de leurs incidences pour les travailleurs salariés. Les distinguer permettra ultérieurement d'évaluer les différentes politiques qui seront engagées pour gérer la crise et juger du cours effectif de cette dernière. Cependant, avant de passer ces différents scénarios en revue, il convient de revenir sur la crise actuelle pour en comprendre la nature et les enjeux.

Un tournant dans la dynamique longue de la crise structurelle du capitalisme

En fait, le vocabulaire même couramment utilisé pour parler de la crise actuelle, que les précédents paragraphes ont provisoirement repris à leur compte, est trompeur. A proprement parler, la crise actuelle ne constitue pas un phénomène autonome: elle n'est jamais que la dernière phase en date de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme est entré au milieu des années 1970. Une phase qui marque cependant un tournant important dans la dynamique de cette crise structurelle, vieille désormais de plus de trois décennies et qui, visiblement, n'est pas encore résolue.

Une crise structurelle correspond toujours à une période aiguë de manifestation de l'ensemble des contradictions inhérentes à la reproduction du capital, qui résulte de l'impossibilité pour cette dernière de se poursuivre selon ses formes (économiques, sociopolitiques, institutionnelles, idéologiques) antérieures, qui assuraient jusqu'alors la régulation plus ou moins efficace de ces contradictions. A défaut d'une révolution capable de briser le pouvoir du capital et de construire une société émancipée, une pareille crise débouche normalement sur l'invention, l'expérimentation et la consolidation de nouvelles formes de régulation. L'issue en est toujours en définitive commandée par les luttes de classes¹. On comprend qu'une pareille période puisse et même doive s'étaler sur des décennies, en passant par des phases multiples, diverses, contrastées, ponctuées par les rebondissements des contradictions internes de la reproduction du capital, qui sans cesse renaissent tant que les nouvelles formes de leur régulation n'ont pu être suffisamment consolidées en lieu et place des anciennes régulations devenues défailtantes.

Ainsi en est-il allé de la présente crise structurelle. Elle résulte des limites atteintes par le régime d'accumulation du capital et le mode de régulation de sa reproduction, connus sous le nom de fordisme, qui se sont mis en place dans les différents Etats centraux (Amérique du Nord, Europe occidentale, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande) entre le milieu des années 1930 et les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, à la faveur de cette dernière et de son issue (la victoire des Etats-Unis et la conquête de leur hégémonie au sein des Etats centraux), de la menace mais aussi de l'appui indirect du bloc soi-di-

sant socialiste (l'URSS, ses satellites d'Europe centrale et orientale, la Chine) par l'intermédiaire de son emprise sur le mouvement ouvrier international, enfin de «l'équilibre de compromis» qui a fini par s'établir, par Etats et organisations du mouvement ouvrier interposés, entre bourgeoisie et prolétariat au sein des différents Etats centraux. Le fordisme rentre cependant en crise du fait de l'essoufflement de ses modes d'accumulation du capital (ralentissement de la hausse de la productivité du travail, augmentation de la composition organique du capital, saturation de la norme de consommation des salariés, développement du travail improductif assurant la circulation du capital et les conditions générales de sa reproduction), l'ensemble dégradant progressivement la profitabilité du capital (son taux de profit). Tandis que son mode de régulation, basée sur un partage des gains de productivité entre salaires et profits, destinée à assurer une croissance de la consommation proportionnée à l'accumulation du capital, va se trouver compromise tant par le ralentissement des gains de productivité que par l'internationalisation croissante de la circulation du capital, qui se (ré)enclenche à partir de la fin des années 1950.

Latente et larvée dans la seconde moitié des années 1960, notamment aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la crise devient manifeste à partir du milieu des années 1970, après le premier «choc pétrolier» de l'automne 1973. La première réponse à la crise de la part des gouvernements des Etats centraux consistera à prolonger et redoubler les politiques d'inspiration keynésienne, à base de dépenses budgétaires, de facilité du crédit et de maintien de la progression du pouvoir d'achat des salaires, directs ou indirects, qui avaient fait merveille au temps du fordisme triomphant. Avec pour seuls résultats non pas le redémarrage de l'accumulation mais la stagflation (une combinaison d'un taux d'inflation élevé et d'un faible taux de croissance), le développement consécutif du chômage, un creusement des déficits publics et une dégradation continue de la profitabilité du capital.

Bref, aux alentours de la fin des années 1970 et du début des années 1980, il devient évident pour les bourgeoisies des Etats centraux et, au premier chef, pour leurs représentants politiques et leurs idéologues que le capitalisme est entré dans une crise structurelle: en tant que modèle de reproduction du capital, le fordisme a fait long feu et il est urgent de lui trouver une formule de re-

change. Le néolibéralisme la leur fournira. Initiées par les gouvernements de Thatcher au Royaume-Uni à partir du printemps 1979 et de Reagan aux Etats-Unis à partir du printemps 1981, les politiques néolibérales vont faire tache d'huile dans l'ensemble des Etats centraux au cours des années suivantes, quelle que soit l'orientation politique affichée des gouvernements, ceux issus de la social-démocratie ou plus largement des forces dites de gauche ne se montrant pas moins empressés et zélés dans leur mise en œuvre que ceux composés d'éléments de la droite conservatrice ou libérale classique. Sous couvert de libéralisation de la circulation des capitaux, de déréglementation des marchés et de désengagement de l'Etat se repliant sur ses seules fonctions dites régaliennes, il s'est agi pour ces politiques de favoriser la transnationalisation du capital à partir des Etats centraux en direction de différentes zones périphériques et semi-périphériques et, surtout, de renverser le rapport de forces au sein de ces Etats entre le capital et le travail salarié: de «faire payer la crise aux travailleurs», d'augmenter leur taux d'exploitation (en combinant hausse de la durée, de l'intensité et de la productivité du travail et baisse relative des salaires réels) par le développement du chômage, des formes d'emploi précaire et une exacerbation de la concurrence internationale des travailleurs, de manière à recréer les conditions d'un taux de profit satisfaisant et, partant, d'une reprise de l'accumulation du capital².

Comme j'ai eu l'occasion de le montrer dans le précédent numéro d'*A Contre-Courant*, ce sont les conséquences ultimes de telles politiques, poursuivies avec un rare acharnement par tous les gouvernements des Etats centraux pendant un bon quart de siècle et louangés durant tout ce temps par des cohortes de journalistes, d'essayistes et d'universitaires communiant dans la religion du «*toujours moins*» pour le travail et du «*toujours plus*» pour le capital, qui ont abouti à la plus gigantesque crise financière depuis 1929, prélude à une possible dépression de l'économie mondiale qui risque de dépasser en ampleur celle des années 1930 – en ayant déjà répété le scénario à plusieurs reprises, à moindre échelle cependant, au cours des deux dernières décennies.

C'est dire l'échec cuisant et le démenti radical de ces politiques néolibérales que signe la brutale aggravation actuelle de la crise structurelle du capitalisme.

Manifestement, le néolibéralisme n'a pas su fournir une sortie de crise au capitalisme. Près de trente ans après que Thatcher a brandi l'étendard de la croisade néolibérale en prenant possession du 10 Downing Street (il s'agit de la résidence des Premiers ministres britanniques), cet étendard est en lambeau! Et le capitalisme se retrouve Grosjean comme devant, toujours à la recherche d'une solution viable à sa propre crise, qui s'annonce ainsi d'ores et déjà comme la plus longue crise structurelle de toute son histoire. Non seulement, le néolibéralisme n'a pas su résoudre les contradictions internes de la reproduction du capital dans les formes prises par elles dans les années 1970, tout au plus en aura-t-il modifié l'apparence et la composante principale: la crise de surproduction qui se manifestait par une baisse continue du taux de profit au milieu des années 1970 se manifeste désormais sous la forme par l'insuffisance croissante des débouchés du fait de la baisse continue du pouvoir d'achat du monde salarial, au moins en termes relatifs et sans doute même en termes absolus pour une partie de ce dernier. Autrement dit, pour parler le langage des économistes, à la crise de valorisation du capital, le néolibéralisme n'aura su que substituer une crise chronique de réalisation, qui vient brutalement de s'aggraver à la hauteur des délirantes anticipations financières de poursuite de l'accumulation qui se sont trouvés radicalement invalidées. De surcroît – et cela alourdit encore le passif du néolibéralisme – par quelques-uns de leurs effets, par les transformations qu'elles ont produites ou favorisées au sein du capitalisme, les politiques néolibérales ont encore aggravé la crise structurelle et compromis les chances d'une sortie de crise favorable au capital. Qu'on songe seulement à l'énorme passif en termes de déficits publics que le néolibéralisme laisse derrière lui, que les récents «plans de sauvetage» destinés à éponger les pertes enregistrées par les acteurs financiers (banques, compagnies d'assurance, fonds de pension) viennent encore d'aggraver, en attendant que les futurs «plans de relance» destinés à tenter

de juguler la récession en cours ne les portent à des sommets encore inimaginables hier.

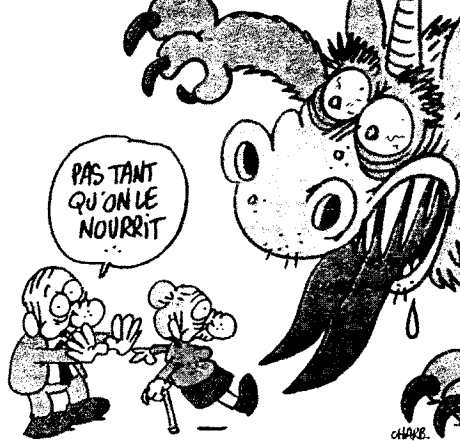
La réforme dans la réforme. Ou comment sortir du néolibéralisme à reculons

Après avoir manifesté quelques signes d'inquiétude voire de franc affolement entre la mi septembre et la mi octobre, au moment où leurs politiques antérieures, leur cécité et leur incurie, le tout aggravé par une bonne dose de suffisance, avaient engendré les conditions du plus grand krach financier de l'histoire, en plaçant l'ensemble du système bancaire au bord de la faillite, les irresponsables qui nous gouvernent et la cohorte des idéologues qui leur servent de cour en exhibant leur livrée se veulent aujourd'hui rassurants. La situation serait à nouveau sous leur contrôle: non seulement les mesures d'apurement des dettes accumulées par certains segments du capital financier à coup de prêts et de cautions publics auraient définitivement effacé les conséquences du krach mais encore leur plan de soutien au secteur bancaire nous éviterait de voir «l'économie réelle» s'installer dans la récession ou même la dépression par le biais de la contraction du crédit bancaire.

Quand on connaît le degré d'inintelligence de la marche du monde capitaliste, qu'ils prétendent pourtant diriger, dont les uns et les autres sont capables, qui n'a d'égal que l'aplomb cynique avec lequel ils nous mentent d'ordinaire, il y a tout lieu de suspecter ces discours léniants. Car ce sont les mêmes qui hier encore nous serinaient que leurs politiques néolibérales rendaient la crise improbable qui nous expliquent aujourd'hui que, sous l'effet des inflexions qu'ils ont déjà infligées ou s'apprêtent à infliger à ces mêmes politiques, la crise est d'ores et déjà surmontée. Et ce alors même que, comme nous allons le voir, ces inflexions sont en fait très insuffisantes et sont d'ores et déjà dépassées par la dynamique de la crise. En somme, ils en ont fait trop peu et trop tard – et ce d'un triple point de vue au moins.

En premier lieu, comme j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner dans l'article paru dans le précédent numéro d'*ACC*, si les plans d'apurement des dettes et de sauvetage du secteur bancaire adoptés en catastrophe dans la première moitié du mois d'octobre ont pour l'instant éteint l'incendie de la crise financière qui menaçait d'embraser l'ensemble du secteur bancaire, en provoquant un véritable effondrement de «l'économie réelle», le feu continue à couver sous la braise. Le gros de la vague des défaillances liées aux prêts *subprime* n'est pas encore passé que se profile celle liée à d'autres

**FAUT-IL AVOIR PEUR
DU CAPITALISME?**



catégories de prêts hypothécaires à peine moins douteux, tandis que la bombe à retardement des *Credit Default Swaps* (CDS), dérivés de crédit impliquant le transfert du risque inhérent à ce dernier, dont le montant s'élève à la somme astronomique de quelques 50 à 60 000 milliards de dollars n'est toujours pas désamorcée – tout simplement parce qu'il ne se trouve aucun artificier (consortium d'Etats et de banques centrales) disposant des moyens nécessaires à cette fin. Autrement dit, le montant des dettes à apurer et des créances plus ou moins douteuses que le capital financier mondial a accumulé au cours de ces dernières années est aujourd'hui à peine moins élevé qu'à la veille de l'acmé de la crise de septembre. Et pour compléter le tableau, il faut y ajouter la perspective, qui de jour en jour se concrétise, de nouvelles dettes et de nouvelles créances douteuses, liées cette fois-ci aux difficultés et défaillances que la contagion de la crise à « l'économie réelle » provoque d'ores et déjà et ne fera encore que multiplier demain. Imagine-t-on les effets sur les banques, les compagnies d'assurances, les fonds de placement – pour ne pas parler pour l'instant des salariés – de la faillite de l'un ou l'autre des géants de l'automobile états-uniens, un scénario qui ne relève plus du tout aujourd'hui de l'économie-fiction mais dont la réalisation risque bien de pulvériser ce qui reste du capital fictif ? D'autant plus que les Etats centraux ne pourront pas multiplier les « plans de sauvetage », les précédents ayant déjà sérieusement entamé leurs capacités d'endettement³.



En deuxième lieu, ces plans sont encore moins en mesure de prévenir la réédition à court terme de la crise financière que nous venons de connaître. Notamment parce que l'ensemble des mesures et dispositions de dérégulation de l'économie financière et de l'économie plus largement, qui ont largement contribué à créer les conditions d'une pareille crise puis à l'aggraver une fois qu'elle s'était déclenchée, restent pour l'instant inchangées. Mais, précisément, 'nos' gouvernants ne nous

ont-ils pas également promis, au cours de ces dernières semaines, de s'y attaquer et de réintroduire une bonne dose de régulation dans la géofinance, de manière à ramener celle-ci à la raison et la (re)mettre au service de « l'économie réelle » ?

De quoi s'agit-il ? Certainement pas d'une « refondation du capitalisme », comme s'en est vanté notre Tartarin élyséen, qui ne perd jamais une occasion de ne pas se taire. Tout au plus est-il question d'une réforme d'une partie des 'réformes' néolibérales antérieures. La tâche à accomplir serait d'ailleurs déjà immense. Elle consisterait tout à la fois à redonner une position centrale... aux banques centrales dans le contrôle des activités de crédit, à encadrer l'activité des banques commerciales en leur imposant des normes strictes quant au ratio entre encours des prêts et fonds propres, à réintroduire des séparations strictes entre les différents opérateurs financiers (banques de dépôts et banques d'affaires, banques et assurances, etc.), à limiter les opérations spéculatives sur les marchés des changes ou sur les marchés boursiers en taxant lourdement les 'plus-values' réalisées, à encadrer les marchés des produits dérivés en remontant le niveau des dépôts de garantie exigés dans le cadre de ce type d'opérations, à s'attaquer aux fonds spéculatifs (*hedge funds*), ces flibustiers de la finance, et aux paradis fiscaux qui leur servent de repaires, à limiter les rémunérations des dirigeants des capitaux financiers et des *traders* (opérateurs sur les marchés financiers) en supprimant *stocks options* et « parachutes dorés » mais aussi en leur imputant même rétroactivement leurs pertes, à réformer les agences de notation en les rendant financièrement responsables de leurs erreurs quant à l'évaluation des titres, à changer les normes comptables sur la base desquelles s'effectue l'évaluation des entreprises, etc. Une liste de tâches au regard desquelles les travaux d'Hercule apparaissent comme une aimable sinécure !

Toutes ces propositions et bien d'autres de la même farine ont été avancées et agitées pendant les quelques se-

maines qui ont accompagnés et immédiatement suivi la phase aiguë de la crise financière que nous avons connue. On peut douter qu'elles soient toutes suivies d'effet. Ainsi le sommet du G20 qui s'est tenu à Washington pendant le week-end du 15-16 novembre, destiné à jeter les bases de ces réformes, s'est-il soldé par l'adoption d'aucune mesure concrète et d'aucun engagement précis, sinon celui de se revoir dans quelques mois pour faire le point. Ce défaut manifeste de volonté de réformer le cadre néolibéral dans lequel se mène actuellement, tant au niveau mondial qu'au niveau de chacun des Etats, la gestion du capitalisme s'explique

par plusieurs raisons. D'une part, les gouvernements actuellement en place ont tous été, des lustres durant, de fervents croyants et d'ardents pratiquants de la religion néolibérale. Et, pour l'essentiel, ils le restent. Hébétés par le choc d'une crise financière qu'ils n'ont pas vu venir parce qu'ils en croyaient l'éventualité tout simplement impossible, ils ont sans doute su réagir adéquatement pour en prévenir les pires effets immédiats (et encore pas tous: cf. l'épisode du lâchage de la banque Lehman Brothers qui aura précipité la crise financière aux Etats-Unis et par contrecoup en Europe); mais ils restent, pour la plupart, fondamentalement accrochés à leurs anciennes convictions et ils continuent à dénier, pour partie au moins, la réalité de la crise et de ses conséquences. Si, sous la pression des événements et pour rassurer les opinions publiques, ils ont concédé la nécessité de réformer le néolibéralisme et ont promis de le faire, la plupart d'entre eux n'en sont sans doute pas convaincus en leur for intérieur. Ils pensent plus volontiers que la crise financière n'a été qu'un accident de parcours et qu'il est urgent d'attendre... que les choses (la reproduction du capital) reprennent leur cours antérieur.

D'autant plus, d'autre part, que certaines des réformes précédemment évoquées risquent d'être douloureuses pour quelques segments du capital financier et pour les Etats qui ont partie liée avec eux. On peut être assuré, par exemple, que le Luxembourg mais aussi le Royaume-Uni ou la Suisse n'entendent pas parler de la nécessité de s'attaquer aux paradis fiscaux de gaieté de cœur et qu'ils vont tout mettre en œuvre pour que l'at-



taque en question soit différée le plus longtemps possible et soit menée avec le moins de moyens et de détermination possible... Pas plus que les Etats-Unis ne seront disposés à entendre et encore moins à écouter l'injonction qui le sera faite de résorber leur colossaux déficits (budgétaires et commerciaux), condition pourtant nécessaire à l'assainissement des finances mondiales. Plus généralement, ces réformes vont exacerber les tensions et les conflits d'intérêts entre les différents fragments, segments et fractions du capital mondial. Contradictions peut-être secondaires mais non négligeables pour autant, suffiront à aiguës en tout cas pour paralyser éventuellement les instances chargés de réformer le néolibéralisme, et ce d'autant plus que l'aggravation de la crise va tendre par ailleurs à les exacerber.

En troisième et dernier lieu enfin, à supposer même que l'ensemble du programme de réformes précédentes soit accompli, il serait encore insuffisant pour éviter l'aggravation de la crise de la sphère financière et sa propagation à la sphère réelle et pour prévenir la réédition ultérieure de pareils enchaînements catastrophiques. Car la réalisation de pareilles réformes conduira au mieux à re-réguler partiellement la circulation internationale du capital, du moins dans sa dimension financière. Or une telle régulation ne saurait suffire pour nous sortir de la crise. Et pas seulement parce qu'il faudrait au minimum l'accompagner de mesures analogues de re-régulation de la circulation du capital sous d'ordres rapports, par exemple dans sa dimension commerciale et, plus encore, sous l'angle de la mise en concurrence des capitaux réels (notamment industriels) qui s'opèrent par ce biais et, à travers elle, des travailleurs salariés qu'ils emploient, de manière à rendre inopérantes les pratiques de dumping social et écologique et à préserver les capacités de développement autonome ou autocentré de tous les Etats ou groupes d'Etats, notamment en matière d'autosuffisance alimentaire, etc. Car, comme je l'ai montré dans le précédent article d'ACC, l'actuelle phase aiguë de crise du capitalisme ne s'explique pas d'abord par un défaut de régulation de la circulation et de l'accumulation du capital, œuvre des politiques néolibérales de dérégulation menées depuis la fin des années 1970. Elle trouve son fondement dans ce qui a été le véritable objectif de ces politiques, par delà leur œuvre dérégulatrice, à savoir le déséquilibre ainsi institué dans le « *partage de la valeur ajoutée* » au profit du capital et au détriment du travail salarié.

BARROSO FAIT LE BILAN DU SOMMET



Or, symptomatiquement, tous les néophytes déclarés de la « *refondation du capitalisme* » ont fait et continuent à faire totalement silence et impasse sur ce « *partage* » et la nécessité de le revoir. Plus que tout le reste, cette omission dit la poursuite de leur inféodation au paradigme néolibéral – et, bien évidemment, aux intérêts dont ce paradigme assure la défense. Ainsi peut s'expliquer que, tout en promettant de réformer les 'réformes' néolibérales dans leur volet dérégulateur, ils continuent à pousser les feux de ces dernières en tant qu'elles visent à aggraver encore l'exploitation des travailleurs, donc le déséquilibre dans le précédent partage. Par exemple, le gouvernement Fillon qui traduit en actes les intentions de notre champion national de la « *refondation du capitalisme* » a-t-il présenté cet automne un budget pour

l'année 2009 qui prévoit la suppression de 30 000 fonctionnaires (dont la moitié dans l'Education nationale) ; et, dans le même ordre d'idées, il a allongé l'âge du départ à la retraite pour les salariés volontaires à 70 ans (manière de pallier la baisse des pensions déjà effective à la suite des réformes de 1993 et de 2003 et qui va s'aggraver dans les prochaines années) ; de même qu'il s'apprête à autoriser le travail le dimanche, etc. Et on peut s'attendre à ce que le brusque bond que vient de faire la dette publique avec le plan de renflouement du secteur bancaire, sans compter celui qu'elle fera dans les prochains mois sous l'effet de la baisse des recettes provoquée par la récession économique, ne conduise à de nouvelles coupes claires dans les dépenses sociales et le financement des services publics. Bref, la main droite de ce gouvernement, toujours pilotée par un programme néolibéral qu'elle continue à exécuter méthodiquement, semble bien ignorer ce que sa main gauche est censée réaliser en fait de révision de ce même programme. Et le gouvernement français ne fait nullement exception en la matière.

Dans ces conditions, les mesures anticrise prises par l'ensemble des gouvernements des Etats centraux seront insuffisantes pour prévenir non seulement les effets d'une reprise de la crise financière mais encore et surtout pour prévenir l'aggravation de la récession dans laquelle cette dernière a d'ores et déjà précipité « *l'économie réelle* ». Récession qui trouve précisément son origine dans la crise de surproduction engendrée par l'actuel « *partage de la valeur ajoutée* ». Ces mesures sont par conséquent condamnées à échouer de ce double point de vue. Car aucune sortie capitaliste de la crise ne pourra survenir sans qu'on revienne sur les termes de ce partage.

Vers un néokeynésianisme ?

Dans cette mesure même, cependant, la situation actuelle est potentiellement favorable au crédit et à la réception de propositions alternatives aux timides et très insuffisantes 'réformes' des politiques néolibérales qui viennent d'être examinées. D'autant plus que celles-ci vont enchaîner démentis cinglants et échecs pitoyables au fur et à mesure où la crise va s'approfondir au sein de « *l'économie réelle* », précisément parce qu'elle continuera à être gérée sur la base et dans le cadre globalement inchangé du néolibéralisme.

Vers un néokeynésianisme ?

Parmi ces propositions alternatives figurent notamment celles qui s'inscrivent dans une perspective néo-keynésienne. Cette perspective n'a pas encore fait, pour l'instant, l'objet d'une formulation théorique claire ni d'une revendication politique explicite. Les propositions qui la composent s'élaborent encore en ordre dispersé dans un arc de formations politiques qui va des ailes gauches des anciennes forces réformistes ralliées depuis des lustres au social-libéralisme jusqu'au milieu altermondialistes (type ATTAC) en passant par les formations ouvertement néo-réformistes (tels certains courants de partis écologistes, *Die Linke* en Allemagne, *Rifundazione Comunista* en Italie, etc.)⁴ Elles n'en présentent pas moins potentiellement une cohérence certaine que l'on peut résumer brièvement.

De l'enseignement de Keynes et la manière dont il a été mis en œuvre durant la période fordiste, elles retiennent, d'une part, qu'aucune régulation du procès de reproduction du capital n'est possible si n'est pas assurée une croissance des salaires réels (directs et indirects) proportionnée à celle des profits, l'une et l'autre alimentée par l'augmentation de la productivité du travail ; et que, d'autre part, cet équilibre entre croissance des salaires et croissance des profits ne peut pas résulter du seul et 'libre' jeu du marché, que sa réalisation implique au contraire une intervention régulatrice de l'Etat, jouant de ces trois instruments que sont la politique budgée-

taire, la politique monétaire (la gestion du crédit et du taux de change) et la politique salariale (par l'intermédiaire de la fixation de minima légaux ou conventionnel, de la réglementation du rapport salarial, des politiques sociales, etc.). Partageant le constat que la situation actuelle est caractérisée par un déséquilibre dans le «partage de la valeur ajoutée», donc par une insuffisance du niveau des salaires relativement à celui des profits (et des autres fractions de la plus-value), et que c'est précisément cette insuffisance qui engendre la crise de surproduction au sein de «l'économie réelle», génératrice du gonflement et de l'éclatement périodiques de bulles spéculatives dans l'économie fictive de la finance, elles préconisent non seulement une réglementation de la reproduction du capital (de son procès de production tout comme de son procès de circulation) mais encore et surtout un «partage de la valeur ajoutée» plus favorable au travail et moins favorable au capital. Pour Michel Aglietta par exemple, qui fait partie des quelques rares économistes français à défendre une perspective néo-keynésienne, «(...) la réglementation financière est indispensable pour éviter les excès du crédit, mais elle ne suffira pas à refonder un système capitaliste capable de faire de la croissance régulière. La croissance ne pouvant plus être dopée par l'endettement, il va falloir que le revenu salarial se remette à progresser en ligne avec la productivité. Pour le dire autrement, le degré d'inégalité atteint dans les sociétés occidentales est devenu un frein à la croissance.»⁵ Par delà les plans de relance destinés dans l'immédiat à conjurer l'aggravation de la crise économique, plans financés par une augmentation de l'imposition du capital, des hauts revenus et des grandes fortunes, cela implique la création d'emplois, la restriction (pouvant aller jusqu'à l'interdiction) du recours aux formes d'emploi précaires, une augmentation substantielle des salaires directs et indirects (donc de l'ensemble des prestations sociales), une extension des services publics et des équipements collectifs de manière à satisfaire les besoins sociaux, tant anciens (par exemple le logement ou la santé) que nouveaux (par exemple la formation professionnelle continue ou la dépendance des personnes âgées). Les plus audacieux et les plus clairvoyants des auteurs ou des forces politiques qui se situent dans cette perspective savent que ce nouveau partage des richesses, ce *New Deal* en somme, doit se concevoir et se pratiquer aujourd'hui à l'échelle planétaire et passe par une annulation des dettes des Etats périphériques ainsi que par un véritable «*plan Marshall*» en leur faveur, prolongé par des accords visant à garantir la stabilité et même la progression de leurs revenus tirés de leurs exportations, de

manière à leur ouvrir la possibilité de se développer sur cette base (d'accumuler du capital en leur sein). Bref il s'agit de jeter les bases d'un keynésianisme planétaire, en mesure de réguler la reproduction du capital au niveau mondial.

Cette perspective néo-keynésienne possède incontestablement l'avantage sur sa rivale néolibérale de toucher au fondement de la crise et d'ouvrir par conséquent une voie bien plus réaliste à la sortie de la crise. Elle n'est pas assurée pour autant de sa réussite.

La première difficulté à laquelle se heurterait la réalisation d'un néo-keynésianisme planétaire tient à la complexité du cadre institutionnel qu'il requiert

MAIN STREET SAUVE WALL STREET



comme instance régulatrice de la reproduction du capital au niveau mondial. Car, dans le contexte de l'actuelle transnationalisation du capital, sur laquelle ce néo-keynésianisme ne se propose pas de revenir bien qu'elle soit par partie l'œuvre des politiques néolibérales antérieures, ce cadre institutionnel ne peut plus se réduire à la combinaison des différents Etats-nations et d'une série d'institutions internationales, telles que le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, le BIT, l'ONU, etc. Comme j'ai eu l'occasion de le montrer ailleurs, ce cadre institutionnel suppose l'articulation d'instances opérant à au moins quatre niveaux différents : au niveau mondial (on retrouvera les précédentes institutions internationales mais avec des pouvoirs singulièrement renforcés pour certaines, par exemple le FMI), au niveau continental (sous la forme de systèmes d'Etats procédant à l'intégration aux niveaux économique, politique, culturel, sous forme fédérale ou confédérale, de groupes plus ou moins étendus d'Etats-nations), au niveau national (car bien qu'aff-

faibli en un sens au profit des instances supérieures et inférieures, les anciens Etats-nations subsisteront et continueront à jouer un rôle régulateur important, notamment au niveau politique: au niveau de la reproduction des conditions de la domination de classe), enfin au niveau régional (au niveau des aires, quelquefois transnationales, placées sous la dépendance économique, administrative, culturelle, etc., des grandes métropoles urbaines)⁶. Les heurts, cahots, tensions, conflits, lenteurs qui marquent, à son niveau, l'intégration européenne, soit la construction d'un système d'Etat européen, donnent une idée des difficultés que devrait affronter et qu'affronte d'ailleurs d'ores et déjà l'édification d'un tel cadre régulateur de la reproduction du capital au niveau mondial.

Ces difficultés tiennent pour partie à un deuxième obstacle que devrait également affronter la réalisation du programme néo-keynésien précédent. Il s'agit de l'état des rapports (économiques, diplomatiques, militaires, etc.) existant actuellement entre les principaux Etats centraux, caractérisé par une crise de l'hégémonie états-unienne. Cette crise d'hégémonie résulte de l'affaiblissement des Etats-Unis relativement à ses partenaires et concurrents européens et asiatiques; crise dont l'unilatéralisme et bien plus encore les velléités impériales manifestées par les Etats-Unis, loin de la démentir, sont au contraire paradoxalement la manifestation. Car c'est précisément au moment où la puissance jusqu'alors hégémonique voit son hégé-

monie vacillée ou être remise en question qu'elle est tentée de faire cavalier seule voire de se lancer dans des aventures de type impérial⁷. Et cette crise d'hégémonie risque de s'aggraver à la faveur des transformations des rapports de force entre puissances centrales ainsi qu'entre ces dernières et certaines puissances semi-périphériques (les fameux «pays émergents»: le Brésil, le Mexique, la Chine, l'Inde, auxquels il faut ajouter la Russie – dont certains sont ouvertement candidats à l'entrée dans le club des Etats centraux), qui se sont produites au cours des dernières décennies à la faveur de la transnationalisation du capital et que la crise risque d'accroître et de précipiter; de même qu'elle va sans doute exacerber les contradictions d'intérêts entre tous ces acteurs, anciens ou nouveaux, aux prises pour l'occupation des premières places sur l'échiquier mondial, chacun cherchant à reporter sur les autres le poids de l'aggravation de la crise. Autrement dit, tout semble indiquer que «ceux d'en haut» (les différentes fractions territoriales de la bour-

geoisie opérant au niveau mondial) ne sont pas suffisamment d'accord entre eux (et c'est un euphémisme) pour être capables de définir un cadre institutionnel en mesurant d'assurer la régulation de la reproduction du capital sur le plan mondial. Or l'établissement et la consolidation d'un pareil cadre seraient des conditions sine qua non d'un néo-keynésianisme planétaire. On retrouve ici l'un des obstacles déjà évoqués à propos de la réforme envisagée des politiques néolibérales.

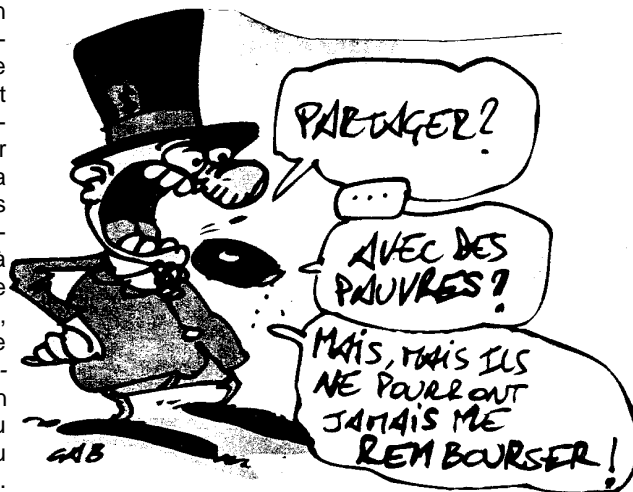
Une troisième condition non moins importante du succès d'une telle orientation serait l'existence d'un mouvement social, défendant les intérêts du monde salarial et particulièrement ceux du prolétariat, suffisamment puissant pour contraindre le capital (la bourgeoisie ou plutôt les différentes fractions territoriales de la bourgeoisie) à entrer dans une logique de compromis à son égard, notamment en acceptant le «partage de la valeur ajoutée» qu'implique la mise en œuvre d'une régulation du processus de reproduction du capital de type keynésien. C'est ce que l'expérience

de l'histoire sociale et politique de l'entre-deux-guerres nous aura appris. Bien des entrepreneurs (à commencer par Ford – ce qui lui vaudra d'attacher son nom au régime de reproduction du capital qui a prévalu après la Seconde guerre mondiale) avaient tôt compris la nécessité d'un tel partage et avaient tenté d'en convaincre leurs pairs. Vainement. De même l'enseignement d'un Keynes était-il resté sans grand écho au sein des bourgeoisies européennes et nord-américaine, en dépit de l'échec pourtant manifeste des politiques libérales, dont l'application pendant les années 1930 aura largement contribué à aggraver la crise. Pour que, aux Etats-Unis aussi bien qu'en Europe, les bourgeoisies en question entrent dans la logique du compromis fordiste qui allait permettre l'application et la réussite des 'recettes' keynésiennes, il a fallu l'intervention résolue, sous forme de grèves, de manifestations, de victoires électorales et, même ponctuellement, de luttes armées (dans les phases de guerre civile qui ont accompagné les conflits internationaux en Europe), du mouvement ouvrier à direction et orientation social-démocrate ou stalinienne.

A fortiori, en irait-il de même aujourd'hui. La mise en œuvre d'un programme néo-keynésien supposerait un haut niveau de conflictualité sociale capable de briser le mur des intérêts d'un bloc social composé de toutes les couches et ca-

tégories sociales qui ont été bénéficiaires de la déformation du «partage de la valeur ajoutée» réalisée sous couvert et par l'intermédiaire des politiques néolibérales⁸. Et, dans la mesure où ce néo-keynésianisme se veut planétaire et devrait reposer sur un «plan Marshall» en faveur des pays du Sud, le renfort de la révolte de la lutte des populations déshéritées de ces pays serait également nécessaire.

Or, le moins qu'on puisse dire, c'est que les conditions d'une telle conflictualité ne semblent pas actuellement réunies du côté du monde salarial. L'ancien



mouvement ouvrier dont il vient d'être question, celui qui a pris une part décisive à l'établissement du compromis fordiste et dont certains secteurs restent les défenseurs nostalgiques, est moribond; tandis que des nouvelles vagues de lutte de ces dernières années, aucune articulation organisationnelle et programmatique consistante et cohérente n'a encore émergé. Le prolétariat, plus largement le monde salarial, est actuellement nu, au sein de ses anciens bastions européen, nord-américain et latino-américain aussi bien que dans ses terres d'élection plus récentes (en Asie du Sud-Est notamment); et le rapport de forces qui le lie à la bourgeoisie reste dramatiquement déséquilibré à son détriment. Cela explique notamment pourquoi le projet néo-keynésien ne soit aujourd'hui porté que par des forces sociales et politiques entre minoritaires et dispersées et qu'il éprouve tant de mal à se faire entendre.

Enfin, à supposer que l'ensemble des conditions précédentes de sa réalisation soit en définitive réuni, il se dresserait encore un dernier obstacle sur la voie du succès du projet néo-keynésien. Et non le moindre. C'est que la relance de l'accumulation du capital que suppose ce projet et qu'il se propose de réaliser viendrait se heurter aujourd'hui à l'hypothèque que la crise écologique, engendrée par les deux siècles antérieurs d'accumulation du capital, fait peser sur l'avenir de cette dernière et, plus largement, de toute l'humanité con-

temporaire. Car il est tout simplement devenu impossible de relancer l'accumulation du capital, donc sa reproduction à échelle élargie, selon une logique productiviste de même nature (forme et contenu) que celle que le keynésianisme a promu pendant feu les Trente Glorieuses. Si une relance de l'accumulation du capital à vaste échelle doit avoir lieu, c'est moyennant l'invention, l'adoption et la diffusion nécessaires de nouveaux modes de produire et de consommer, économes en ressources naturelles (minérales, végétales et animales) non renouvelables et reposant par conséquent pour l'essentiel sur la recyclage de pareilles ressources. C'est aussi moyennant le respect de certains équilibres écologiques, locaux ou globaux, tout simplement vitaux, au sens où ils commandent les conditions mêmes de la vie sur Terre. La question qui se pose ici est celle de savoir si un «capitalisme vert», un capitalisme écologiquement réformé, est en définitive possible⁹. Si oui, le projet néo-keynésien posséderait une chance de réussir; bien plus, sa réforme écologiste pourrait lui ouvrir une nouvelle 'frontière', lui fournir une nouvelle planche de salut, l'occasion et la matière d'un nouvel modèle de développement: après s'être nourri et même gavé de la 'destruction' de la nature, le capitalisme pourrait se purger de ses excès et des ses défauts en la 'reconstruisant'. Si non, cela signifierait que la crise actuelle, du fait précisément de l'hypothèque écologique, signerait en fait les limites historiques du capitalisme et que, par conséquent, son éventuelle issue passerait par la sortie du capitalisme lui-même: par son dépassement.

Eléments pour un programme révolutionnaire

Inféodés qu'ils restent pour l'essentiel aux principes du néolibéralisme, la bourgeoisie et les gouvernements qui défendent ses intérêts par leurs politiques vont évidemment, dans un premier temps au moins, être disposés à continuer de faire payer aux travailleurs l'aggravation de la crise, à coup de hausse du chômage (sous l'effet des licenciements en chaîne et du blocage des embauches), d'extension des formes d'emploi précaires, de la pression à la baisse sur les salaires directs et indirects, du démantèlement accéléré du droit du travail et de la protection sociale, de hausse des prélèvements fiscaux (pour compenser les emprunts destinés à éponger les pertes financières), etc. Cependant la poursuite et l'accentuation d'une telle politique antisociale ont de fortes chances de produire les deux résultats suivants. D'une part, au fur et à mesure où ces politiques, même en ayant été réformées dans le sens précédemment entendu,

aggraveront encore la crise parce qu'elles accentueront le déséquilibre dans «le partage de la valeur ajoutée» qui en est le ressort fondamental, jusqu'à commencer à menacer les intérêts de certains secteurs capitalistes, il est possible que des voix se fassent entendre dans les rangs de la bourgeoisie et parmi ses représentants politiques et idéologiques pour remettre en cause la poursuite d'une orientation néolibérale et exiger une réorientation de la gestion gouvernementale du capitalisme dans un sens néo-keynésien. Autrement dit, il est possible que se forme une division entre deux factions au sein de la bourgeoisie, dont l'une au moins sera plus ou moins disposée à entrer dans la logique de l'orientation néo-keynésienne précédemment décrite¹⁰. L'un des obstacles se dressant sur la voie d'un tel néo-keynésianisme pourrait ainsi être au moins en partie levé.

D'autre part, cette même aggravation de la crise ne pourra que provoquer des réactions de la part des travailleurs, dont tant l'ampleur que les formes et les contenus restent cependant pour l'instant imprévisibles. Ces luttes resteront-elles limitées au niveau local ou donneront-elles naissance à des débuts de coordination sur le plan national voire international ? Se cantonneront-elles aux formes classiques de lutte et d'organisation intégrées et intégratives à l'ordre capitaliste ou les débordront-elles ? S'agira-t-il de luttes purement défensives sur l'emploi et le pouvoir d'achat ou mettront-elles en avant des revendications et des objectifs visant la réorganisation de la production et plus largement de la vie sociale ? Il est impossible de le savoir à l'heure actuelle. Cependant, si ces luttes devaient en rester à une échelle, une intensité, des revendications et des succès qui, tout en contraignant la bourgeoisie à rompre avec son actuelle orientation néolibérale, ne remettraient pas en cause les rapports capitalistes de production, les défenseurs de l'orientation néo-keynésienne, que ce soit dans les rangs de la bourgeoisie ou du côté des forces néo-réformistes déclarées, trouveraient dans la dynamique de ces luttes le moyen de lever un deuxième obstacle à la réalisation de leur projet¹¹.

Il n'est donc pas exclu que, à l'horizon des toutes prochaines années, apparaisse et se consolide une nouvelle mouture du réformisme social-démocrate, préconisant la pratique d'un keynésianisme planétaire, sur fond de compromis entre capital et travail de même qu'entre centre et périphérie du système mondial, comme solution de la crise structurelle du capitalisme. Et il nous appartient de nous y préparer comme de nous préparer plus largement à la conjonction des différents éléments qui en favoriseraient le succès, nous qui ne luttons pas pour

un capitalisme socialement et écologiquement réformé mais pour l'avènement d'une société émancipée non seulement du règne du capital et de toutes ses médiations (dont l'Etat) mais encore de toute forme de rapport d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme. A nous de faire en sorte que les luttes des travailleurs en réponse à l'agression redoublée dont ils vont faire l'objet, dès les prochains mois, de la part de la bourgeoisie et de ses gouvernants pour tenter de leur faire endosser le poids de l'aggravation de la crise, soient le plus radicales possible, dans leur forme comme dans leur contenu, de manière à ouvrir la voie à une telle perspective de rupture avec le capitalisme.



Les éléments revendicatifs qui suivent s'inscrivent explicitement dans cette perspective. L'équipe d'ACC-AES les a retenus sur la base d'un triple critère. D'une part, ils répondent à ce que nous savons être les urgences sociales actuelles, telles qu'elles résultent de trois décennies de dégradation continue de la situation des travailleurs que la pression redoublée des politiques néolibérales sous l'effet de la phase actuelle de la crise risque encore d'aggraver. D'autre part, si aucune de ces revendications ne se situe, à proprement parler, par elle-même au-delà du capitalisme, une lutte résolue pour les réaliser serait cependant susceptible d'engendrer une dynamique révolutionnaire. Enfin, il s'agit de tirer parti du discrédit profond dans lequel, à la faveur de la brusque aggravation de la crise qui vient de se produire, sont tombés non seulement la gestion néolibérale du capitalisme en crise mais encore le capitalisme lui-même.

- Indexation du temps de travail (journalier, hebdomadaire, annuel, sur l'existence toute entière d'un individu) sur les progrès de la productivité du travail, sans baisse de la rémunération salariale et avec les embauches supplémentaires nécessaires. Blocage des licenciements par modulation du temps de travail sur la charge d'activité de l'établissement. Socialisation sur fonds publics de toute entreprise se déclarant en faillite de manière à la transformer en entreprise autogérée. Interdiction du recours aux formes de travail précaires (contrats à durée déterminées, intérim, saisonniers, etc.) Le tout sous le contrôle de conseils d'établissement élus par les travailleurs et placés sous leur surveillance et leur direction.

- Le SMIC à 1500 € net. Ecrasement de la hiérarchie des salaires et, plus largement, des revenus professionnels, qui doit être comprise au maximum entre 1 et 3. Indexation des salaires sur les progrès de la productivité.

- Suppression des stocks options et des «parachutes dorés» pour les dirigeants d'entreprise. Gel des dividendes au niveau de la rémunération du livret A : il n'y a pas de raison que les gros rentiers gagnent proportionnellement plus que les petits épargnants!

- Suppression de toutes les niches fiscales et du «bouclier fiscal». Alignement de la contribution fiscale et sociale des revenus patrimoniaux sur celle des revenus du travail. Forte augmentation des taux d'imposition de la fortune. Ramener le taux d'imposition des sociétés à 50 %. Suppression des toutes les exonérations de cotisations sociales.

- Institution d'un «bouclier social»: un revenu minimal garanti par personne équivalent à 75 % du SMIC ; une garantie de protection sociale pour toute personne résidant en France. Abolition des dettes de tous les ménages dont les revenus par personne ont été au cours des années antérieures inférieurs à ce minimum.

- Réquisition de tous les logements vides pour les mettre à la disposition des «sans logis» et des «mal logés». Blocage des loyers. Lancement d'un vaste programme de construction de logements sociaux de qualité, aux

normes écologiques renforcées. Renforcement des droits et des pouvoirs des locataires; constitution de comités des locataires dans le secteur du logement social.

- Annulation des mesures de déremboursement et des franchises médicales instituées au cours de ces dernières années. Réorganisation de l'ensemble de la médecine de ville autour d'un réseau de centres de soin polyvalents. Hausse du budget des hôpitaux publics destinée à leur permettre de faire face à leurs missions de service public. Conventionnement des seuls médecins libéraux et cliniques privées respectant les tarifs de la Sécurité sociale. Socialisation des industries pharmaceutiques.

- Annulation des 'réformes' de l'assurance vieillesse de 1993 et 2003. Réduction à 35 ans (y compris la durée de formation au-delà de la formation obligatoire et les périodes de chômage) de la durée de cotisation nécessaire pour bénéficier d'une pension intégrale, dont le montant doit être égal à 75% du salaire moyen sur les dix meilleurs années de cotisation, sans pouvoir être inférieur au SMIC. Indexation des pensions sur le salaire moyen. Interdiction de la constitution de toute espèce de fonds de pension.

- Socialisation de l'intégralité des banques et des compagnies d'assurance (évidemment sans indemnisation de leurs actuels propriétaires : ce sera notre manière de leur «faire payer la crise» dont ils sont les premiers responsables !)¹² Constitution sur cette base d'un fonds social d'investissement au bénéfice des services publics, des équipements collectifs, du secteur de l'économie sociale et des entreprises autogérées.

- Socialisation de toutes les industries stratégiques, à commencer par les industries pétrolières et nucléaires, leur reconversion devant faire l'objet d'un débat et d'une décision démocratiques

- Socialisation et développement des services publics et des équipements collectifs sous le contrôle de comités composés de salariés et d'usagers. Institution de la gratuité de ces équipements et services.

- Récusation et annulation de la dette publique de tous les Etats, à commencer par celle des Etats

périphériques.

- Arrêt de l'ignoble chasse aux étrangers et fermeture immédiate des centres de rétention. Droit de vote de tous les étrangers résidant en France à toutes les élections

- Qu'il soit clair cependant que cet ensemble de revendications et d'objectifs n'a aucune prétention ni à l'exhaustivité ni à se substituer à ceux qui pourraient être élaborés par les travailleurs eux-mêmes dans le cours de leurs luttes. Nous faisons en effet pleinement confiance dans l'imagination des travailleurs en lutte pour en inventer d'autres, plus pertinentes et plus radicales encore.

Alain Bihr

¹ Sur tous ces points, cf. La reproduction du capital, Editions Page deux, Lausanne, 2001, tome II, pages 151-296.

² Pour une présentation détaillée des politiques néolibérales, de leurs tenants et aboutissants, cf. les articles «Libéralisation» et «Mondialisation» dans La novlangue néolibérale, Editions Page deux, 2007, respectivement pages 113-132 et pages 147-164.

³ «Les gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe ont remplacé un échafaudage branlant de dettes privées par un écrasant montage de dettes publiques. Selon la banque Barclays, les gouvernements européens de la zone euro vont émettre en 2009 de nouveaux titres de dette publique pour un montant qui devrait atteindre 925 milliards d'euros. Selon Barclays, cette somme se répartirait comme suit : 238 milliards pour l'Allemagne, 220 milliards pour l'Italie, 175 milliards pour la France, 80 milliards pour l'Espagne, 69,5 milliards pour les Pays-Bas, 53 milliards pour la Grèce, 32 milliards pour l'Autriche, 24 milliards pour la Belgique, 15 milliards pour l'Irlande et 12 milliards pour le Portugal.» Eric Toussaint, «Union sacrée pour une sacrée arnaque», <http://www.cadtm.org/spip.php?article3845#nh3>

⁴ Dans ce même numéro d'A Contre-Courant, l'article de Gérard Deneux, «Eviter l'impasse social-démocrate»,

décrit une partie de l'espace social et politique au sein duquel le projet néo-keynésien est en cours de gestation.

⁵ « La crise d'un modèle de croissance inégalitaire », Alternatives Economiques, n°274, novembre 2008, page 70. Cf. aussi Michel Aglietta et Laurent Berreri, Désordres dans le capitalisme mondial, Odile Jacob, Paris, 2007.

⁶ Cf. «De l'Etat 'inséré' à l'Etat 'démultiplié'», Le crépuscule des Etats-nations, Editions Page deux, Lausanne, 2000, pages 31-68 ; et «Mondialisation», op.cit.

⁷ Il ne m'est malheureusement pas possible d'argumenter ici en détail ces propositions. Je dois me contenter de rappeler que, dans le cadre des rapports entre Etats centraux, chacun représentant et défendant les intérêts d'une fraction du capital central, l'hégémonie consiste pour l'un de ces Etats à réaliser autour de lui et sous sa direction et son autorité une alliance hiérarchisée de l'ensemble des Etats centraux qui garantisse la prévalence de ses positions et des intérêts propres, tout en ménageant ceux des autres puissances centrales, notamment relativement aux périphéries et semi-périphérie du système mondial, et en se montrant capable de proposer et de maintenir un cadre régulateur du procès de reproduction du capital au niveau mondial. Une domination de caractère hégémonique n'a donc rien d'une domination de type impérial. Et, lorsqu'une puissance centrale se lance dans une entreprise impériale, surtout s'il s'agit de la puissance réputée exercer l'hégémonie, c'est un indice fort de crise de cette dernière.

⁸ Cf. à ce sujet Michel Husson, « Il est temps d'être radical », L'économie politique, n°40, octobre 2008.

⁹ C'est là une question bien trop ample et complexe pour être abordée ici. Je me propose d'y revenir dans un prochain numéro d'A Contre-Courant.

¹⁰ Cette division pourra s'opérer aussi bien au sein de chacun des Etats-nations qu'entre ces derniers au sein des systèmes continentaux d'Etats en voie de constitution ou encore entre ces différents systèmes eux-mêmes.

¹¹ Il resterait cependant encore à lever l'hypothèque de la crise écologique et la difficulté d'inventer la voie d'un capitalisme écologiquement réformé – à

supposer toutefois qu'une telle voie existe.

¹² Par socialisation, nous entendons que ces entreprises doivent devenir la propriété de la société dans son ensemble, leur possession effective passant entre les mains de leurs travailleurs organisés en conseils d'établissement élisant leur direction en leur donnant mandat, lesquelles directions sont responsables devant les conseils et révocables par eux à tout



Eviter l'impasse sociale-keynésienne

La faillite des politiques libérales et sociales-libérales et l'intensité de la crise présente et à venir, offrent la possibilité de voir émerger une force politique en prise réelle avec les préoccupations, les aspirations de l'immense majorité des salariés, des précaires ... pour construire avec eux une véritable alternative au système capitaliste. Mais, s'il existe un espace politique et social pour que se déploie une telle «force», bien des obstacles restent à surmonter. Ce sont, ici, quelques uns d'entre eux que l'on voudrait souligner et que l'on peut globalement caractériser de tentation néo-sociale-démocrate. Mais, avant d'examiner certaines positions qui, à «Gauche de la Gauche»¹, correspondent, à mon sens, à cette tentative, encore faut-il préalablement, tracer quelques pistes qui en démontrent, en contre point, l'obsolescence au regard d'une politique réelle d'émancipation.

Pour un « mouvement » à l'image de la société que nous voulons construire

Si, pour reprendre une formule célèbre, «le libre développement, l'épanouissement de chacun est la condition du libre développement de tous», s'il s'agit de fonder une communauté d'égaux, tout doit être fait pour que chacun et tous puissent analyser, argumenter, décider, contrôler, réfuter, se forger un point de vue en connaissance de cause. Cette utopie réaliste par rapport au projet émancipateur suppose la diffusion d'une culture politique que chacun (et tous) puisse faire sienne, étant entendu que celle-ci, n'est pas un bloc déjà là, mais la résultante d'un travail critique et de formulations positives tenant compte des diverses sensibilités, appréhensions, à un moment donné, de la réalité du mouvement.

Dans les conditions qui sont les nôtres, celles de la prégnance de l'idéologie dominante, de la tentation de reconduction de formules, de recettes d'un passé suranné, notre seul recours c'est d'une part la **démocratie**, la réflexion argumentée, le contrôle des appareils, des électrons libres (Bové !), des personnalités et des experts auto proclamés.

Au sein de la mouvance hétérogène de la «Gauche de Gauche», tellement gauche actuellement par rapport aux urgences sociales et politiques, notre seul recours, notre seule « arme » pour lutter contre cette prégnance, c'est le débat aux enjeux circonscrits, conduisant à des prises de décisions vis-à-vis de ceux qui sont concernés par le projet

émancipateur dont nous voulons, avec eux, être les porteurs. La démocratie où la voix de l'un vaut celle de l'autre ne saurait être confisquée ou détournée par des experts, des électrons libres plus ou moins médiatisés, ni par des appareils, des coteries faisant avaliser des décisions préalablement prises. Bref, ce ne saurait être une «démocratie» participative dans laquelle les dés sont pipés. En d'autres termes, le contrôle réel de toute délégation est requis, la réduction des écarts entre militants se doit d'être organisée. Ce processus, toujours à recommencer, suppose un fonctionnement démocratique, correspondant à la période que nous traversons (marquée par la fragilité et l'hétérogénéité des sensibilités, des itinéraires). C'est pourquoi, la construction d'un mouvement politique, social, culturel et démocratique me semble le plus approprié pour rassembler la «Gauche» anticapitaliste, antilibérale, radicalement écologique et antiraciste.

Mais, d'autre part, celle-ci ne peut avoir d'existence réelle que si elle trouve les moyens de **s'enraciner profondément dans les classes populaires** qui sont la source de sa légitimité et de sa vivacité. A terme, en son sein, doivent être présents, représentés, les ouvriers, les employés, les chômeurs, les sans papiers, les précaires, les populations « issues de l'immigration » et des DOM TOM. Dans le moment présent, ce mouvement est composé de différentes organisations politiques, syndicats et d'associations, comités, coordinations, que l'on ne peut exclure a priori de la dynamique à construire. Par ailleurs, et c'est là l'enjeu d'un véritable débat, nous sommes « condamnés » à faire confiance à l'intelligence du peuple et à soutenir pour les amplifier ses luttes et toutes ses tentatives de mobilisation et d'auto-organisation.

Pour être plus concret, les combats du moment qui concernent « le peuple de la vraie gauche » sont ceux qu'il faut livrer maintenant parce qu'il est directement concerné. Il en est ainsi pour les services publics en voie de démantèlement-privatisation (la Poste, la loi Bachelot sur les hôpitaux) et de tous les combats visant à le protéger contre les effets délétères de la crise (salaires, protection sociale, racisme ...). Dès lors, l'attente de prochaines élections et dans cette unique perspective, la constitution pour les européennes ou les présidentielles d'équipes électorales munies de programmes et contestant la force des partis dominants, apparaît bien dérisoire, ou plutôt en décalage flagrant avec le mouvement émancipateur à construire. Non, le «peuple de Gauche» n'est pas directement concerné par la constitution d'équipes électorales lui apparaissant comme marginales et réduisant son sort à leur éventuelle et lointaine réussite électorale. Cette vision qui s'accroche à un passé révolu et voudrait nous faire revivre le remake d'un programme commun d'une «nouvelle gauche» keynésienne empruntant le bonnet phrygien bien défraîchi des Trente Glorieuses oublie ce qui semble la faire renaître : 68 et 95 et après ...

D'où provient ce nouvel espace politique ?

Sans qu'il soit nécessaire d'évoquer mai-juin 68 qui inaugure pour le moins la fin d'un cycle, celui précisément des Trente Glorieuses, qu'il suffise de dire ici que ce sont les politiques néo libérales et les réactions populaires qu'elles provoquent, qui suscitent l'ouverture d'un nouveau cours. Ce sont les grèves et les manifestations de 95, donc la lutte des classes, qui élargissent, approfondissent

l'audience des critiques du capitalisme, favorisant des regroupements et ce, pour le moins, jusqu'au CPE du printemps 2006. Cette résistance durable aux politiques acquises au capitalisme financiarisé produit de nouveaux acteurs politiques, sans que ceux-ci soient à la hauteur des enjeux de société qu'elle révèle. Ainsi l'exigence d'une démocratie à la base se heurte à l'hétérogénéité, aux divisions des acteurs, à la sclérose des appareils. Ainsi la reconfiguration d'un syndicalisme de lutte autour des SUD, de la CGT, de la FSU, se heurte au partenariat avec la CES² et à la prégnance des politiques libérales d'accompagnement. Ainsi en 2003 et 2006, la direction de la CGT, bien que ti-



raillée, parvient à contrôler le rythme du mouvement social, à endiguer les volontés militantes qui ne parviennent pas à s'imposer. Quant aux organisations d'extrême gauche, celles qui proviennent des dissidences, elles reproduisent de vieux schémas hérités du passé. Ce qui revient à dire d'une part que ce qui est premier, fondamental reste la lutte des classes et que, d'autre part, l'enjeu essentiel qui en résulte demeure la construction d'un espace militant élargi suffisamment puissant pour contrecarrer les manœuvres bureaucratiques visant à désamorcer les mouvements de masse. Il ne peut se constituer que s'il rompt radicalement avec le modèle de démocratie représentative et délégataire monopolisé par les organisations partisanes traditionnelles comme par toutes celles qui rêvent de les imiter ou de recourir à des notions sclérosées (l'avant-garde toujours en arrière...). Et dans la conjoncture actuelle de possibles éruptions populaires, il s'agit de combattre le gouvernement pour emporter dans les plus brefs délais, des victoires qui soient autant de reculs sarkozystes. La lutte contre le CPE, pour prendre le dernier exemple en date, a bien montré que c'était non seulement possible mais que toute attente de changement de majorité n'était pas, en l'occurrence, la solution. Autrement dit, il est vain de croire qu'en s'insérant dans ce régime dont il faut provoquer la crise, sinon la chute, l'on puisse faire admettre des réformes keynésiennes ou le bien fondé d'un travail de contre expertise qui, par sa rationalité, compterait, dans ce cadre de relations instituées. La marque d'un discours réformiste radical n'entrera jamais en résonance avec les manières de penser des experts de l'autre camp. Seul le rapport des forces peut les amener à reculer, à composer avant leur décomposition finale. Il n'y aura pas de grand soir électoral, comme de grand soir d'effondrement du système. Il y a par contre tout un travail de réflexion-action à susciter, organiser, soutenir, amplifier auquel l'on doit se préparer. La participation électorale ne se conçoit qu'à partir d'un réel enracinement populaire.

L'impasse sociale démocrate et la «gauche de gauche»

L'appel de *Politis* et de ceux qui l'ont suscité relève d'une toute autre logique. Les dissidents des partis traditionnels de la gauche, PC, PS, conçoivent l'alternative en dehors des mouvements sociaux. Ou plutôt, ils reproduisent les vieux schémas : aux politiciens la politique, aux organisations syndicales et associatives les problèmes sociaux. Sans que cela soit aussi caricatural dans leur esprit, il n'empêche que leur seule préoccupation est de constituer une structure d'accueil munie de propositions programmatiques afin de discuter avec les prochains groupes dissidents de ces appareils. L'atten-

tisme vis-à-vis des congrès du PS, du PC, des Verts, voire de la LCR/NPA en constitue la preuve. Pas de campagnes politiques à promouvoir, pas de lignes directrices pour organiser démocratiquement le mouvement (700 délégués étaient présents), pas de réelles discussions d'un texte non amendable (ou si peu et sous la pression). On attend, l'arme au pied, que d'autres nous rejoignent et les experts, personnalités sont en première ligne pour constituer un "die Linke" français, prêt pour 2012, avec d'autres composantes d'une nouvelle Gauche plurielle majoritaire, à gouverner...



Qu'on en juge : «*Cerises n°11*» édité par les Communistes unitaires fait état d'un certain nombre d'interviews : «*un nouveau parti, aussi pluraliste que l'est die Linke en Allemagne est d'une brûlante actualité*» (Piquet) «*Dans l'attente de construire ultérieurement une gauche digne de ce nom*», «*ce qu'il nous faut c'est un projet politique au cœur de la gauche*» (Debons)...(!) Et dans la lettre *Mars-gauche républicaine* du 10.10.2008, il s'agit de «*construire un débouché politique ... non pour accompagner les luttes (laissons cela ! – ndr) mais pour «une alternative politique (c'est notre affaire ndr) ayant vocation à proposer un projet gouvernemental lors des prochaines élections et donc (!) capable de bâtir une majorité pour ce faire*» (avec qui ? ndr) car il faut «*réunir l'arc du cercle le plus large possible*» et donc «*prendre en compte les congrès des partis de gauche*» (PC-PS) afin «*d'entraîner une majorité dans ce pays dans la perspective des élections européennes*». (Dans le Parlement européen? ndr). Et la finalité est clairement établie. La transformation sociale dans le cadre du capitalisme se résume à rejouer les Trente Glorieuses avec un «*Etat social (il ne l'était pas tant que cela ! il y eut Mai 68 ! ndr) redistributeur grâce à une fiscalité juste*», «*contrôlant la monnaie et le crédit, interventionniste, planificateur (comme sous De Gaulle)*» et en plus «*bien sûr écologiste*». Bref, dans le cadre du système dont on occulte la réalité de la domination de la bourgeoisie capitaliste en connivence avec l'élite politique (Strauss Kahn au FMI...) la «*souveraineté populaire*» se réduit comme peau de chagrin à «*l'expression absolue*» du suffrage universel et à la démocratie représentative, à déléguer périodiquement son pouvoir sous influence des médias

assujettis aux puissances régnautes car, voyez-vous, «*notre nation doit être fidèle aux idéaux de la Révolution de 1789*». Et c'est sûr, Coquere³ portera un bonnet phrygien défraîchi avec pour emblème: Il faut civiliser, moraliser le capitalisme !

Contrairement à ces pantalonades d'un autre âge, il faut au contraire affirmer que les règles du jeu du système ne sont pas les nôtres et promouvoir d'autres formes d'activités politiques. Car il faut faire renaître la volonté de s'engager pleinement pour se réaliser, susciter des «vocations» militantes parce que nous savons qu'en dernière instance ce sont les mouvements sociaux qui doivent trouver un débouché politique en provoquant une crise de régime. Pour l'heure, nous sommes encore au bord du chemin. Evitons l'impasse attentiste d'un regroupement d'appareils et attaquons nous à stabiliser les comités de base, les collectifs, les regroupements, aidons-les à mener des

campagnes politiques en mettant au centre du débat la précarité, le démantèlement des services publics. Il faut affirmer avec tous ceux qui sont prêts à nous entendre : **nous ne paierons pas la crise, la faillite du système.** Exigeons un bouclier social, des augmentations des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'annulation des dettes des surendettés démunis, la suppression des paradis fiscaux et des niches fiscales, la resocialisation immédiate des services publics et des entreprises stratégiques en débattant sur leur reconversion pour satisfaire les besoins réels, la socialisation des banques, l'instauration d'un revenu maximal, le droit de vote de tous les résidents étrangers à toutes les élections...

Et surtout, tout en respectant l'identité et l'indépendance de chacun, oeuvrons à l'émergence d'un front fédératif et démocratique, anticapitaliste et antilibéral (conséquent), définissons, en relation avec les luttes, le socialisme du 21^{ème} siècle démocratique, autogestionnaire, planificateur et anti productiviste ! Le mur de Berlin s'est effondré, le mur de Wall Street ne s'effratera que sous la poussée populaire.

Gérard Deneux, le 28.10.2008

1) Les expressions entre guillemets "Gauche de Gauche" "de gauche" "100% à gauche" ... je ne les reprends pas à mon compte. Elles restent problématiques au regard précisément de ce qu'a été et reste la "Gauche".

2) Confédération européenne des syndicats.

3) Mars-Gauche républicaine.

La Révision générale des politiques publiques... pour un libéralisme débridé.

Les actions et luttes des fonctionnaires et agents de l'Etat de ces dernières semaines illustrent les conséquences, pour les salariés de la Fonction Publique, de la mise en place de la R.G.P.P.¹ annoncée avec solennité par Nicolas Sarkozy, le 12 décembre 2007.

Les services de la D.D.A.S.S.² et des D.D.A.F.³ ont été en grève. Les personnels de Météo France ont mené une grève reconductible contre la fermeture de 55 centres régionaux (sur 115 existants) et la suppression de 500 emplois (sur 3800). Il faut savoir que les infos météo présentées par les charmantes speakerines télé sont élaborés dans ces centres par des techniciens sous statut de fonctionnaire.

Le syndicat F.O. a organisé un rassemblement de 20000 salariés F.P.E. fin octobre. Les mouvements des I.P.C.S.R.⁴, dépendant du ministère de Mr BORLOO, ne s'est pas enclenchée: la menace de grève illimitée a fait reculer l'administration sur le non-remplacement de salariés partant en retraite... et au contraire création de 55 postes qui seront pris forcément sur les effectifs autorisés d'autres catégories de personnel du ministère !

Suppressions d'emploi et de missions de l'Etat.

Sous prétexte « d'adapter la maquette de l'Etat à la réalité d'aujourd'hui », pour reprendre l'expression d'un responsable du dossier à l'Elysée, il s'agit d'abord d'atteindre l'objectif de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Ainsi le M.E.D.A.D.⁵ (anciennement ministère de l'équipement) verrait les objectifs réduits à 11000 agents sur les 70000 actuels d'ici 2011. Ce ministère a déjà subi une première coupe avec le transfert de personnels aux départements.

Parallèlement à ces suppressions de postes, ce sont des disparitions de services et de missions de l'Etat qui sont programmées. Les Directions départementales de l' Equipement, de la D.D.A.F. et de l'Environnement seront regroupées en 2009 et 2010. Des expériences pilotes ont été menées ces dernières années pour peaufiner le projet (ainsi dans le Territoire de Belfort). Poursuivant le mouvement de décentralisation engagé par la gauche gouvernementale et le complétant, l'objectif est bien d'offrir plus de moyens à leurs opérations en les libérant de contrôles administratifs.

La refonte et la démolition du code du travail appuie et s'appuie sur la baisse des effectifs des Inspecteurs du Travail, ainsi que les missions de régulation qui leur sont attribuées.

En matière d'urbanisme, d'application du droit des sols, la responsabilité des villes et des communes est devenue totale: l'instruction technique et de l'égalité des permis de construire par les services de l'Etat disparaîtra à leur imagination. Pour illustrer que l'avenir est déjà là, une ville comme Mulhouse modifie son P.L.U. à chaque projet d'envergure. Comme cela, personne n'a remarqué qu'un vaste centre commercial s'est constitué en toute illégalité d'un point de vue des règles d'urbanisme (prospect, droit de vue...).

Lorsque Sarkozy réunit les préfets et les contrôleurs généraux du Trésor Public pour les mobiliser dans le suivi du « renflouement » des banques (10 milliards d' Euros dans l'immédiat), pour faire face à la crise financière, c'est en serviteur de l'économie libérale qu'il leur demande d'agir et non en régulateur de l'intérêt général. Rien de très nouveau de la part de la classe dominante, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire !

1 - R.G.P.P.: Révision Générale des Politiques Publiques

2 - D.D.A.S.S.: Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale

3 - D.D.A.F.: Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

4 - I.P.C.S.R.: Inspecteurs des Permis de Conduire et de la Sécurité Routière

5 - M.E.D.A.D.: Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durable.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' "Alternative Libertaire" n° 179 (décembre 2008). «Alternative Libertaire» coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque (ils sont plus nombreux à être desservis). Abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à «Alternative libertaire» BP 295 75921 PARIS cedex 19.

C'est la grève qu'il nous faut

On se souvient de la boutade de Sarkozy, du meilleur cru : «*Quand il y a des grèves, aujourd'hui en France, ça ne se voit plus.*». Boutade qui aurait suffi à irriter la ou le syndicaliste le plus frileux...

Car, historiquement, qu'est ce que le syndicalisme ? Deux choses: d'abord une structure de solidarité de classe, ensuite un mode d'action privilégié, la grève.

Certes nombres de syndicats, parmi les plus pâles, font leurs petits arrangements avec l'un ou l'autre de ces principes de base. Mais ce schéma, nombres de salarié-e-s y restent vigoureusement attaché-e-s, encore aujourd'hui et quoi qu'en pense Sarkozy.

La grève massive de l'éducation du 20 novembre l'a démontré avec éclat. Quand on se fâche, quand la tension se fait de plus en plus vive, l'arme des travailleurs et des travailleuses c'est la grève.

Et la période est riche de colère sociale : à la Poste, à la SNCF, dans l'audiovisuel public, les Caisses d'épargne, à l'ANPE, parmi les sans-papiers... les travailleurs ont choisi l'action.

Les attaques sont nombreuses. Contre le service public bien sûr. Mais l'industrie est loin d'être épargnée, les plans de licenciements s'alignent à la faveur de la crise: Doux en Bretagne, Amora à Dijon, Renault à Sandouville... Il vaut mieux licencier que toucher aux dividendes des actionnaires en panique!

Dans le secteur automobile la crise s'annonce rude : la fermeture de sites et la mise au chômage technique pour plusieurs semaines à PSA Choisy ou Renault Flins en attestent. Connaîtrons-nous, trente ans après 1979 et la destruction de la sidérurgie lorraine, celle de l'industrie automobile en 2009 ? L'ombre de la rapacité patronale plane...

Nous sommes à l'heure des choix.

Construire ou pas le vaste mouvement de grève refusant les politiques de casse sociale, un mouvement où les questions d'occupation, de réquisition et d'autogestion des entreprises doivent être posées.

Plus que jamais, bâtissons la lutte.

**Alternative libertaire,
le 25 novembre 2008**

Bernard Marion

- 15 -

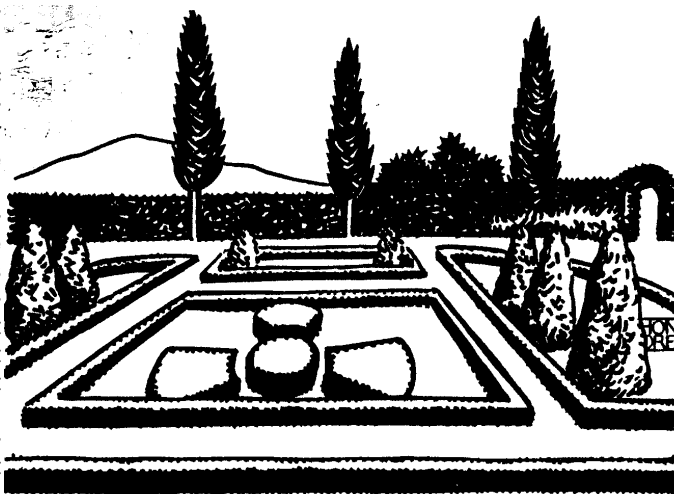
France : Terre d'asile pour déchets nucléaires

L'industrie nucléaire ne pouvait pas mieux tomber avec l'accession à l'Élysée en mai 2007 de l'ex premier flic de France. Cet homme - nommons-le Tsarkovich - n'avait jamais fait mystère de son attrait pour l'atome et ses retombées... économiques. Son expérience et son goût des pratiques autoritaires étaient donc parfaitement conciliables avec le caractère jacobin de l'État français. "Moi je" allait donc rapidement prendre les décisions nécessaires aux yeux du lobby des nucléocrates: techniciens issus des grandes écoles (les Mines...), chercheurs, industriels, mais aussi militaires. Et on a vu notre vu notre VRC présidentiel courir la planète: Libye, Chine, Maroc... pour fourguer (tenter de) leur précieuse trouvaille: l'EPR.

Développer le parc nucléaire en le renouvelant avec le réacteur dit de troisième génération dont un prototype est en construction à Flamanville (Manche) laisse des traces: les fameux déchets radioactifs dont on ne s'est nullement préoccupé au début et qu'on ne sait toujours pas gérer techniquement aujourd'hui. Et quand l'État s'est enfin penché sur le problème, il y a une vingtaine d'années, vu l'accumulation inquiétante des résidus toxiques et de la pollution environnementale, ce fut pour décider: 1) de les regrouper, 2) de les enfouir. Autrement dit: les faire oublier par les populations légitimement inquiètes. Il y eut le site de Soulaire, dans l'Aube et à la limite de la Haute-Marne pour les déchets à faible activité et à vie courte (jusqu'à 300 ans quand même!) et il y aura celui de Bure dans la Meuse toujours à la lisière de la Haute-Marne, site d'enfouissement destiné aux produits toxiques les plus dangereux et à vie longue ou très longue (des milliers d'années, et pour certains des centaines de milliers) qui seront stockés à 500 m. de profondeur, dans un argile pas si imperméable que le prétend l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs, organisme chargé du site) qui a toujours nié les observations (lignes de faille) établies par des géologues indépendants.

La tentative d'implanter un deuxième "laboratoire", analogue à celui de Bure, comme le prévoyait la loi Bataille de

1991, ayant échoué devant la détermination des populations des zones visées il fallait bien pour ces indémodables nucléocrates oeuvrant pour le bien-être des gens, trouver un moyen d'entourlouper le péquin pour pouvoir faire "disparaître" toutes ces saloperies dont ils inondent l'hexagone. Car, bien évidemment, il ne leur vient pas à l'idée qu'on puisse quitter ce mode de production énergétique (le nucléaire), très centralisé et très fermé, au profit de modes alternatifs plus décentralisés et plus sécurisants. Ce serait remettre en cause un véritable dogme: la recherche de profits pour une minorité, et d'une certaine façon s'attaquer à un pouvoir marqué du sceau de l'autoritarisme.



AMÉNAGEMENT D'UN SITE D'ENFOUISSEMENT DE DÉCHETS NUCLÉAIRES
PROJET 1

Bis repetita ...

C'est ainsi qu'en juin dernier le gouvernement, via le ministère de l'Écologie, lançait une procédure pour "identifier des sites susceptibles d'accueillir un centre de stockage de déchets radioactifs de faible activité à vie longue" - dits FAVL - (durée de vie tout de même estimée à plusieurs dizaines de milliers d'années!). Cette procédure a ciblé une vingtaine de départements, dont neuf dans l'est et pas moins de 3115 communes qui ont jusqu'à la fin octobre pour se positionner. La mission a été confiée à l'ANDRA qui a déjà fait ses preuves dans l'art de convaincre les élus locaux... Le choix des communes retenues devrait se faire d'ici la fin 2010 pour une mise en oeuvre dès 2013 et un début de stockage en 2019.

Dès qu'ils eurent connaissance du projet gouvernemental: un second centre de stockage, les opposants à cette solution ont tout de suite réagi. Ainsi le réseau "Sortir du Nucléaire" a immédiatement engagé une campagne dans les départements concernés en direction des maires des communes sollicitées.

Les Collectifs contre l'Enfouissement des Déchets Radioactifs ont pris le relais. Comme le CEDRA Hte-Marne qui a appelé à manifester le 27 septembre devant la préfecture pour exiger, par avocat interposé, d'avoir la liste officielle des communes concernées par l'appel à candidature de l'ANDRA, et marquer son opposition au projet. Le collectif a également envoyé une lettre aux mairies des communes du département contactées par un courrier du préfet. En effet, la transparence n'étant pas la première qualité de l'ANDRA, ni même des autorités, la mise au grand jour, sur la place publique, des éléments indispensables à la bonne information des citoyens et des élus - qui seraient alors en mesure de donner leur avis - fait plutôt défaut. C'est notamment ce que dénonce le CEDRA qui, après avoir sérieusement analysé le contenu de quatre dossiers de référence: dossier ANDRA de juin 08 adressé aux municipalités, dossier de presse ANDRA de juin, rapport de l'Autorité de Sécurité Nationale (ASN) du 5 mai, rapport annuel de la Commission Nationale d'Évaluation (CNE), a constaté, dans un document de synthèse, que le projet déclaré est bien éloigné de celui présenté par l'Agence, comme si cette dernière faisait tout pour éviter tout effarouchement de la part de ceux qu'elle cherche à convaincre. Quand on vous dit plus haut qu'elle est passée experte dans l'art de la manipulation! Quelques précisions:

1) "la durée de nocivité d'un tel enfouissement se comptera en dizaines de milliers d'années avec des radio-éléments toxiques sur des millions d'années;

2) nul ne sait vraiment ce que contiendrait cette décharge, c'est "approximatif" et il y a de larges "incertitudes";

3) le piégeage des déchets est loin d'être garanti car "on est confronté à un problème plus complexe qu'il n'y paraît pour stocker des déchets graphites" et ces déchets sont d'un volume fort conséquent;

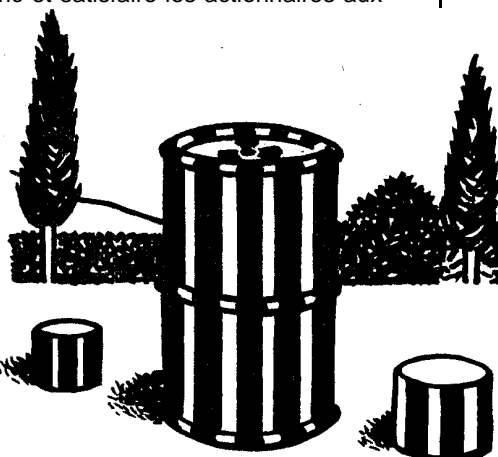
4) la réversibilité est impossible: "le stockage des déchets FAVL consiste à mettre en place ces déchets, sans intention de les reprendre";

5) un tel projet est d'une complexité extrême: "lixiviation⁽¹⁾, dégazages, pressions, tassements irradiations, sismicité etc..." (extraits de la lettre du CEDRA).

Si, pour l'ANDRA, il s'agit de "déchets peu radioactifs", et si, pour l'inénarrable sénateur et président du conseil général de la Haute-Marne il n'est question que d'"un petit truc", ce qui peut s'apparenter à

un laxisme verbal, on est en droit d'entrer dans la suspicion et de considérer que tout est fait au niveau des initiateurs et de leurs relais pour réduire au maximum l'impact d'une telle démarche. Et à l'heure où un responsable d'EDF, sous couvert bien compréhensif de l'anonymat, confie à un journaliste⁽²⁾ son effarement devant la course au profit devenue objectif n°1 de la filière nucléaire française en voie de privatisation, menaçant ainsi la sûreté des installations (les "incidents" à répétition à la centrale du Tricastin cet été par ex.), l'inquiétude n'est pas superflue: réduction des coûts, concurrence conduisant EDF à rogner sur la maintenance pour défendre ses intérêts financiers, à sous-traiter à des sociétés qui emploient des intermédiaires corvéables à merci, pas ou peu informés des risques, et renvoyés une fois qu'ils ont ingurgité une trop forte dose de becquerels. Car telle est la loi du marché: tout faire pour engranger du fric et satisfaire les actionnaires aux dépens de la sécurité. On apprend ainsi que dans les centrales vieillissantes, c'est-à-dire presque toutes, certaines pièces de rechange commencent à manquer.

Encore une fois, aucun opposant ne sera surpris par cette manière de faire: taire ou pour masquer les véritables enjeux, forcer les esprits, présenter des carottes... Dans le domaine des déchets, la poubelle de Bure constitue un précédent. Même le chantage à la création d'emplois, aux retombées financières, à la "renommée" (tourisme vert ?) perdue.



Une stratégie limpide

PROJET 2

La stratégie de l'ANDRA apparaît clairement. En contactant un nombre démesuré de communes dans des départements aussi distants que le Lot ou le Pas-de-Calais, elle espère bien obtenir l'accord - sur la base du volontariat affirme-t-elle - de quelques unes parmi lesquelles elle pourra faire son choix et engager près de celle(s) retenue(s) les procédures indispensables. Et de fait, si certains élus ont déjà signifié leur hostilité, dans certains cantons ou communes du Quercy par exemple, d'autres par contre ont à ce jour manifesté leur intérêt pour la démarche, sans qu'on puisse savoir d'ailleurs s'ils ont l'aval de leurs administrés. C'est le cas des maires de Grand, commune connue pour son site archéologique: théâtre et mosaïques, et de Gondrecourt-le-Château (Vosges), les deux communes étant proches de Bure, de Pars-les-Chavanges, Saint-Léger-sous-Brienne (Aube), toutes deux situées respectivement à 30 km et 20 km de Soullaines. Toutefois, dans le cadre de la campagne impulsée par le réseau "Sortir du Nucléaire", une première réaction a eu lieu, qui a vu défiler près de 400 personnes à Gondrecourt, avec à la clé, le dépôt en mairie d'une pétition demandant un référendum. Gageons cependant que la liste des pro s'est déjà agrandie depuis ce jour...

Si la lutte contre Bure continue, même de façon moins spectaculaire - certains considèrent déjà, compte tenu de l'avancée des travaux, que l'enfouissement aura bien lieu - du fait que les forces politiques, de gauche comme de droite, sont favorables à cette technologie (le sieur Bataille, promoteur de la loi de 1991 sur les déchets et actuel président du CLIS, Comité Local d'Information et de Suivi de Bure, est socialiste), on peut s'attendre à des difficultés pour stopper la désignation d'un autre site et, de là, empêcher la construction d'une autre poubelle, lourde de risques pour l'environnement et les habitants. A moins que la population directement touchée ait un fort et long sursaut.

1) Lixiviation : opération qui consiste à faire passer lentement un solvant à travers un produit pulvérisé et déposé en couche épaisse pour en extraire un ou plusieurs constituants solubles.

2) "Vers un Tchernobyl français? Un responsable d'EDF brise la loi du silence." Eric OUZOUNIAN . Nouveau Monde, Paris, 2008, 172 pages , 14 euros.

PS : le texte ci-dessus a été rédigé après la parution de l'article paru dans le n°198 (sept-oct. 08) d'ACC sous le titre "Déchets radioactifs: le réseau" Sortir du Nucléaire met la pression contre les projets d'enfouissement...". D'où quelques répétitions, mais aussi quelques précisions.

Une contamination radioactive scandaleuse en Allemagne.

ASSE : jolie région de Basse-Saxe. Une colline, mais aussi une ancienne mine de sel (potasse, gemme), fermée en 1964 pour non rentabilité, rachetée, à la demande de l'Etat, par la société pour la protection contre les rayonnements ionisants (SPRI) en prévision de l'enfouissement en profondeur de déchets nucléaires.

Selon les experts, le sel devait entourer les déchets hermétiquement et les protéger pour des millions d'années. Inutile alors de confiner les fûts dans des containers de sécurité. Et ce sont plus de 125000 fûts qui furent ainsi déposés à même les tunnels de la mine. Ils devaient être comprimés par le sel au bout de quelques dizaines d'années et disparaître. Le tour serait joué; pas d'effort donc. C'est ce qu'"ils" appellent "l'auto-guérison".

Oui mais, voilà. De l'eau s'écoule dans la mine et ronge le sel, de plus de l'eau issue des cavités où reposent les fûts est contaminée au césium. Or l'eau salée attaque le métal et le corrode, permettant aux radio-nucléides de s'échapper des fûts et d'être véhiculés par l'eau. Près de certaines zones contaminées, c'est plus de huit fois la norme autorisée pour le césium 137 qui ont été relevées.

Informée, l'opinion publique a été fortement choquée et les opposants ont souhaité que les déchets soient sortis de la mine (danger de contamination des nappes phréatiques). Mais il est déjà trop tard, et il faudrait pour cela, selon l'ingénieur en chef, une quarantaine d'années et le coût s'élèverait à quelque 3 milliards d'euros.

Début juillet 08 une manifestation a eu lieu sur le site pour réclamer l'abandon des projets envisagés d'inondation de la mine (ce qui ne ferait qu'empirer la situation) et exiger sa fermeture.

Le scandale est d'autant plus énorme que les dangers étaient connus dès le début: les communes avoisinantes avaient tiré la sonnette d'alarme. Exploitants et politiques ont fait la sourde oreille. Le professeur Klaus KÜHN, partisan de l'enfouissement, prétendait qu'il n'y avait pas de risques d'entrée d'eau ou de solution saline. Ce "spécialiste" a aussi proposé Gorleben pour recevoir les déchets hautement radioactifs. Les "risque tout", malgré l'avertissement d'Asse, oseront-ils maintenir le projet Gorleben? On comprend très bien dès lors la présence, récemment, de plus de 10000 manifestants le long de la voie ferrée et à l'arrivée du train chargé de déchets retraités à La Hague et destinés à ce site.

Source: la revue "Sortir du Nucléaire", n°40, novembre 2008.

Le texte ci-dessous vient confirmer des analyses souvent faites dans les colonnes d'ACC sur la fonction réelle des bureaucraties syndicales en général et sur celle de la CFDT en particulier. Quoique, vous pourrez en juger, la réalité dépasse tout ce que nous avons pu écrire sur Chérèque et sa bande qui ont établi en 2007 en accord avec Sarkozy le programme des régressions en cours.

Un mystère sociologique reste à éclaircir : comment des centaines de milliers de salariés peuvent-ils continuer à leur faire confiance ?

La CFDT et M. Chérèque, en privé

(Extrait du livre de Jacques Cotta, «*Riches et presque décomplexés*» (Fayard), p 125, qui relate la rencontre organisée le 27 mars 2007, entre Chérèque et le cercle patronal «Ethic», dirigé par Mme Sophie de Menthon.)

Quelques jours après le petit-déjeuner en compagnie de deux cents membres d'"Ethic" et de François Bayrou, mon téléphone sonnait. On me demandait si je désirais participer à un remake, cette fois-ci en compagnie de François Chérèque. Le leader de la CFDT face à des patrons déterminés à la veille de la présidentielle sur des thèmes sociaux, politiques et économiques ne pouvait laisser indifférent. Mais une mauvaise surprise m'attendait, la veille dudit petit-déjeuner: un contordre fut donné car Chérèque posait comme condition l'absence de tout journaliste.

Le lendemain matin, je décide de passer outre. Je gravis les marches [qui mènent] (...) au petit salon réservé pour le leader de la CFDT. [J'obtiens par ruse] (...) l'autorisation de m'installer dans un coin de la salle avec engagement strict de ne pas piper mot. Devant une assistance très réduite comparée à celle venue assister à la prestation du leader de l'UDF, Sophie de Menthon accueille l'invité:

- Cher François Chérèque, c'est un grand plaisir. Mais laissez-moi vous dire, à vous qui avez eu par le passé le courage de soutenir des réformes difficiles, que je déplore l'absence de la presse. Vous auriez dû au contraire médiatiser au maximum cet événement, vu l'importance de votre discours.

- Merci de m'accueillir. Et commençons donc par la presse. J'ai demandé à ce qu'elle ne soit pas présente car j'ai décidé de vous parler franchement, sans détour, directement. Entre nous, sans journalistes, ce sera plus simple!

- Pour nous confier des secrets? plaisante la salle.

Je connaissais la connivence qui peut exister entre les partenaires sociaux. (...). Mais là, il s'agit de tout autre chose. François Chérèque promet le discours de la vérité comme s'il se trouvait dans une réunion de famille qu'il ne faudrait pas perturber. Durant une heure, je vais de surprise en surprise. Le leader de la CFDT réserve à ses hôtes très satisfaits un discours des plus politiques. «L'économie est poussive» et «le premier des problèmes concerne l'investissement» car nous «n'avons pas décliné les objectifs de Lisbonne».

- Plus clairement? demande Sophie de Menthon.

- Les réformes de la recherche, des régimes sociaux, des retraites, de l'assurance-maladie, de la santé, des hôpitaux n'ont pas été accomplies.

En une phrase, François Chérèque fait

siennes l'ensemble des mesures qui ont pesé dans le vote négatif du peuple français le 29 mai 2005. Mais qu'importe, la salle communique. Il aborde ensuite «l'organisation du marché du travail», «l'existence de la précarité», mais aussi d'une «trop grande rigidité pour les entreprises». Il dénonce le développement de la sous-traitance comme «facteur d'augmentation des inégalités».

- D'inégalité pour qui? demande un curieux dans la salle. J'attends une réponse syndicale. Surprise!

- Pour les petites entreprises, répond du tac au tac le leader de la CFDT.

Je me tourne vers mon voisin de table:

- Je croyais qu'il parlait des employés. Pour un syndicaliste il est assez ouvert, non?

- Oui, mais si les entreprises ne vont pas bien, les employés non plus. Ce qui compte, c'est l'entreprise, et lui, il a compris!

Au micro, François Chérèque en est à la dénonciation de «la culture du conflit», condamne «la CGT qui pousse à la grève dans les ports de Marseille», ou «FO qui fait la loi chez les communaux», «la nécessité d'y imposer une CFDT qui aujourd'hui y a des problèmes».

- Comment? questionne Sophie de Menthon.

- Par tous les moyens!

- Je suis troublée, vous reprenez nos positions, que nous exprimons publiquement, intervient la présidente d'"Ethic". Galvanisé, Chérèque annonce la nécessité de «faire évoluer le contrat de travail», de ne «pas opposer la flexibilité à la rigidité», de réaffirmer «l'attachement à l'Europe» (...)

- Reste la méthode? demande Sophie de Menthon. Alors le président de la CFDT parle de «représentativité». Il a déjà rencontré à plusieurs reprises «les conseillers de Sarkozy et le candidat lui-même» avec qui ils sont «plutôt tombés d'accord». Il faut «reconnaître les syndicats dans les entreprises», et non plus au niveau national indépendamment des élections à la base. (...)

[Des membres d'"Ethic" se félicitent alors de cette future "atomisation" et d'une "flexibilité" accrue]

- Mais c'est génial! s'exclame Sophie de Menthon.

- En discutant à la base, la flexibilité s'organise et s'impose d'elle-même.

- Pourquoi, avec ce discours, êtes-vous au premier rang dans les manifestations?

- J'ai manifesté contre le CPE car le ministre avait été ridicule dans la forme. Mais sur le fond, nous sommes bien sûr d'accord pour revoir le contrat de travail. Dans la salle on est au bord de l'applaudir.

- Votre différence n'est pas assez marquée avec la CGT, insiste Sophie. Même si Thibault est assez positif, il existe des possibilités de débordement.

- Sur le terrain, c'est parfois compliqué, mais plus on va vers l'entreprise, je vous le répète, plus les salariés acceptent tout cela. (...)

- Vous avez des priorités?

- La protection sociale sera le gros morceau. Il faut finir le travail sur les retraites après ce qui a été commencé sur les régimes spéciaux. Puis reconnaître que les CDD en lieu et place des CDI, c'est trop paralysant. (...)

- Mais vous y êtes arrivé sur les retraites? C'était bien plus chaud, non? Le leader syndicaliste en serait presque à bicher.

- Vous accepteriez d'être ministre du Travail de Nicolas Sarkozy ou de Ségolène Royal?

- Non, je suis beaucoup plus utile à la place que j'occupe. Je peux faire de la pédagogie. Ségolène a compris sur les retraites, par exemple, et elle n'est plus pour l'abrogation de la loi Fillon. En mettant la gauche face à ses contradictions, on aboutit au discours de Villepinte où la candidate socialiste fait de la dette sa priorité et reconnaît l'économie de marché. Mais pour cela, il faut être là où je suis.

- Puisqu'on est entre nous, vous voterez pour qui?

- Je peux vous dire que nous avons vu tous les candidats, outre l'extrême droite ou l'extrême gauche. Surtout les deux principaux et Buffet par respect pour elle et aussi parce que sur des notions comme la flexisécurité, elle serait sans aucun doute d'accord. D'ailleurs, l'extrême gauche a aussi fait un pas. Elle reconnaît le marché et la décentralisation.

- Vraiment?

- Mais oui, Arlette a pris un coup de vieux, vous savez! Dans la salle on s'esclaffe.

- Vous voyez bien le mal que j'aurais eu si la presse avait été présente.

- Pour qui voteriez-vous donc? insiste Sophie de Menthon.

- Nous ne donnons jamais de consigne à la CFDT.

- En privé?

- Sarkozy nous a présenté un calendrier pour les réformes et moi et ça me va très bien. On s'y met dès juillet. Sourire de Sophie de Menthon et satisfaction de la salle.

Vingt ans !

A raison de dix numéros par an, le n° 200 d'ACC que vous avez entre les mains correspond à vingt ans de parution. Lors de la sortie du n° 1 en janvier 1989 on ne se doutait pas qu'on allait connaître pareille longévité. Car à l'époque déjà, les moyens matériels limités dont nous disposions devaient être compensés par un gros investissement militant. De ce point de vue, la situation n'a guère changée aujourd'hui, même si l'usage de l'informatique et de techniques d'impression un peu plus performantes allègent un peu notre travail. Qui reste lourd, néanmoins : nous nous imposons en effet de tout faire nous-mêmes : rédaction, saisie, maquette, impression, assemblage, gestion de fichier, routage. Pas par masochisme, mais par souci d'économie. Si nous avions « externalisé » une seule de ces tâches, nous aurions disparu pour cause de déficit budgétaire.

Ces questions matérielles renvoient à des questions plus politiques : sans la fidélité et la générosité d'un certain nombre d'abonné-e-s - dont une partie nous a accompagnés depuis le début de cette aventure ! - nous n'aurions pas pu tenir. Qu'elles/ils soient ici remercié-e-s.

Mais, au total, après vingt ans de parution, nous n'avons qu'un petit millier d'abonné-e-s. Un nombre à peu près stable depuis des années, comme si certaines limites étaient indépassables.

On savait dès le début qu'en ramant à contre courant de l'idéologie dominante, on allait s'attirer plus d'hostilité que de sympathie, même lorsque les événements nous donnent raison. Mais, avouons-le, on espérait néanmoins qu'un nombre plus important d'abonné-e-s nous libérerait de certaines contraintes matérielles pour nous donner encore plus de pertinence et de mordant. Notez bien, chère-s lectrices et lecteurs, qu'on n'a pas totalement abandonné cet espoir : pour montrer l'exemple dans l'art de franchir une limite, emportés par la fougue de nos vingt ans, on vient de fabriquer pour la première fois un numéro de vingt pages !

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0213 G 87630

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 18/12/2008

Sommaire

- Page 1 ... Edito : Pour qu'ils se taisent et laissent la place**
Page 2 Autriche : l'ombre portée de Jörg Haider
Page 3 et 4 Crise et chaos destructeur dans les pays du Sud
Page 5 à 12 Sur la crise (2) : à la croisée des chemins
Page 13 et 14 Eviter l'impasse sociale-keynésienne
Page 15 ... La Révision générale des politiques publiques
Page 15 Edito AL : C'est la grève qu'il nous faut !
Page 16-17 France terre d'asile pour les déchets nucléaires
Page 18 La CFDT et Chèreque, en privé
Page 19 Rencontres et Lectures
Page 20 Vingt ans !

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@contrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE